Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-36-2022-D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 36-2022
Objet : Renouvellement contrat d'abonnement TAELYS : Gestion des emprunts et Accompagnement

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant l'intérêt de l'offre Taelys à la gestion de la dette et de suivi des financements de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu la proposition de contrat N° CCFRO12E0922MNN02 de la société Taelys,

DECIDE

Article 1er : D'accepter pour une durée de cinq ans à compter du 10 octobre 2022, la proposition de la société Taelys sise 44 rue de la Sablière, 75014 PARIS, pour un montant total de 3 850 € HT, soit 4 620 € TTC.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 03 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

C. de C. de L'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-36-2022-D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Taelys
La finance proche de vous

CONTRAT D'ABONNEMENT TAELYS

PARTIES AU CONTRAT N° CCFRO12E0922MNN02

La société Taelys – 44 rue de la Sablière – 75014 Paris
Siret 799 364 617 00024 d'une part,

La communauté de communes de l'Orée de la Brie – 1 place de la Gare – 77170 Brie-Comte-Robert
Siret 247 700 644 00021 d'autre part,

1. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat concerne un abonnement aux services suivant de Taelys :

-Accompagnement continu dans la gestion des emprunts de la dette propre,
-Accompagnement à l'utilisation de la plateforme et des différentes options souscrites,
-Droit d'accès multi-utilisateurs à la plateforme Taelys de gestion de la dette propre,
-Droit d'accès multi-utilisateurs à l'option « interface mandatement vers la gestion financière Ciril »,
-Droit d'accès multi-utilisateurs à l'option « observatoire financier »,
-Formation continue sur site à l'utilisation de la plateforme et des différentes options souscrites.
-Maintenance corrective et évolutive de la plateforme et des différentes options souscrites.

2. DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 5 ans à compter du 10 octobre 2022. Il est résiliable annuellement conformément aux modalités fixées aux conditions générales de vente.

3. TARIFICATION DU CONTRAT

	Abonnement annuel
Montant HT	3 850 € HT
Montant TTC	4 620 € TTC

L'abonnement annuel est facturé terme à échoir à compter du 10 octobre 2022.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-36-2022-D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Taelys
La finance proche de vous

CONTRAT D'ABONNEMENT TAELYS

4. FACTURATION CHORUS

N° d'engagement s'il obligatoire : .....

Code service s'il est obligatoire : .....

5. SIGNATURE

Les signataires reconnaissent avoir pris connaissance des conditions générales de vente et les accepter sans autre réserve que celles éventuellement précisées au contrat.

Pour Taelys
Jean-Baptiste BOUCAUT
Directeur associé
Le 28 septembre 2022

Taelys
SAS AU CAPITAL DE 100 000 €
44 RUE DE LA SABLIÈRE, 75014 PARIS
RCS Paris 799 364 617

Pour la C.C. de l'Orée de la Brie
Jean LAVIOLETTE
Président
Le 03.10.2022

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-36-2022-D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Taelys
La finance proche de vous

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Objet

Les présentes conditions générales de vente régissent les relations contractuelles entre le client et la société Taelys dans le cadre de la souscription à une des offres Taelys. La description de l'offre de Taelys est définie au contrat. Les conditions générales de vente s'appliquent sauf dérogations expressément précisées au contrat.

Caractéristiques des biens et services proposés

Taelys propose un accompagnement ponctuel ou continue à la gestion de la dette, développe et met à disposition une plateforme en mode SAAS de gestion des emprunts, ainsi qu'un observatoire financier.

Tarification

La tarification est précisée au contrat. En fonction des prestations décrites, elle peut être composée :

- d'un abonnement annuel
- d'une assistance au démarrage
- d'éventuelles prestations ponctuelles

Chaque année, la tarification sera révisée selon la formule suivante indexée sur l'indice SYNTEC P1 = P0 x S1 / S0 dans laquelle P1 est le prix révisé, P0 est le prix initial, S1 est l'indice SYNTEC connu à la date de révision du contrat et S0 est l'indice SYNTEC connu à la date de signature du contrat ou à la date de démarrage du contrat si elle est antérieure. Le rapport S1/S0 est arrondi au millième supérieur. Aucune révision n'aura lieu si elle entraîne une baisse du montant annuel du droit d'accès d'une année sur l'autre. L'indice SYNTEC est reconnu par le Ministère de l'Économie et des Finances depuis le 11 mars 1974. Il mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, pour des prestations fournies généralement au forfait.

Conditions de paiement

L'abonnement annuel est facturable terme à échoir dès la conclusion du présent contrat puis à sa date anniversaire en cas de reconduction du contrat. L'assistance au démarrage ainsi que les prestations ponctuelles sont facturables le jour de leur exécution, ou à défaut de disponibilité par le client, 30 jours suivants la signature du contrat. En cas de retard dans le paiement, des intérêts moratoires légaux sont appliqués automatiquement conformément au code de la commande publique, et ce en plus de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement également fixée dans ledit code.

Durée du contrat

La durée du contrat est définie au contrat. Il est résiliable annuellement par l'une ou l'autre des parties dans un délai de 2 mois avant la date anniversaire par lettre recommandée avec accusé de réception. En l'absence de date de fin précisée au contrat, la prestation ponctuelle se termine à la livraison de la prestation.

Responsabilités et Garanties

La responsabilité civile professionnelle de Taelys est garantie par une assurance souscrite au titre des prestations objet du présent contrat. Taelys est responsable de la bonne exécution des obligations résultant des présentes CGV, que ces obligations soient effectuées par elle-même ou par un tiers, prestataire de service. En cas de recours à un prestataire de service, la garantie de Taelys est strictement limitée à celle offerte par ledit tiers. Taelys ne garantit pas l'absence de toute interruption d'accès à ses plateformes Web. Leur exploitation pourra être interrompue ou dégradée, par exemple mais sans limitation, pour cause de maintenance ou de défaillance totale ou partielle des moyens de télécommunication mis à disposition par les opérateurs. La responsabilité financière de Taelys au titre d'éventuels dommages directs ou indirects subis par le client dans le cadre d'une exécution fautive du présent contrat par Taelys, ne pourra en aucun cas excéder le montant de l'abonnement annuel du présent contrat. Taelys sera dégagée de toute ou partie de sa responsabilité si l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable soit au client lui-même, soit à un tiers étranger à la fourniture des prestations convenues, soit à un cas de force majeure.

Confidentialité

Taelys s'engage à respecter la plus stricte confidentialité dans le respect du Règlement Général de la Protection des Données. Cet engagement porte sur les informations suivantes :

- l'ensemble des documents et informations financières transmis par le client à Taelys dans le cadre de la prestation objet du présent contrat.
- l'ensemble des informations échangées dans le cadre de discussions entre Taelys et le client.
- L'ensemble des éléments et informations porté volontairement ou non, à la connaissance de Taelys dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

L'obligation de confidentialité ne porte pas sur les éléments et informations même relatifs au Client dont Taelys aurait pu prendre connaissance en dehors de tout contrat avec lui. Taelys pourra utiliser de manière anonyme et synthétique les données transmises par le client à des fins statistiques. De même, par l'acceptation des présentes conditions générales de vente, le Client autorise expressément Taelys à utiliser son logo, son blason et/ou sa raison sociale sur des présentations commerciales au titre de référence client et dans le plus grand respect de la présente obligation de confidentialité. Taelys s'engage à ne pas utiliser ou permettre l'utilisation par un tiers des données confiées par le client à des fins autres que la bonne exécution des prestations objet du présent contrat. Taelys s'engage à prendre toutes les mesures judiciaires ou autres pour empêcher toute divulgation ou utilisation détournée de la prestation d'origine sous quelque forme que ce soit. Taelys s'engage à ce que chacun de ses salariés ait signé une clause de confidentialité couvrant l'ensemble des engagements précités.

Le client s'engage à son tour à ne révéler aucune information confidentielle concernant Taelys sans accord préalable de Taelys. Le client déclare être le client final des prestations et s'interdit donc de les céder, gratuitement ou non, même temporairement, ainsi que de transférer tout ou partie de ses droits et obligations à quelques tiers que ce soit. Cela concerne par exemple la transmission de codes d'accès aux plateformes Taelys à des tiers salariés, collaborateurs ou travaillant pour une autre entité juridique sans accord écrit préalable de Taelys. Les données de marchés intégrées dans nos plateformes ne doivent en aucun cas être diffusées gratuitement ou non, ni utilisées à des fins autres que l'exécution normal du présent contrat. Toute diffusion publique par le client des livrables transmis par Taelys devra avoir obtenu l'accord écrit préalable de Taelys. Il en est ainsi par exemple des audits remis au client. La présente clause de confidentialité s'applique durant la durée du contrat et jusqu'à une année au-delà de sa fin.

Traitement des litiges

Tout litige doit faire l'objet d'une tentative de règlement à l'amiable, et ce préalablement à toute saisine juridictionnelle. Concrètement, tout litige doit être explicité par courrier recommandé avec accusé de réception et devra faire l'objet d'une réponse écrite par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois suivant réception. Le tribunal compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent contrat est le Tribunal Administratif de la juridiction du défendeur.

Informations nominatives

Les coordonnées du Client sont précisées au contrat. Les informations nominatives nécessaires à la bonne exécution du présent contrat et aux relations commerciales sont régies par la loi du 6 janvier 1978. Conformément à cette loi, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification des données le concernant. Concernant la société Taelys, tout courrier sera adressé à : Taelys S.A.S _ 44 rue de la Sablière _ 75014 Paris

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-37-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 37-2022
Objet : Convention de mise à disposition du complexe multisports de Chevry-Cossigny au profit du Football Club Chevry-Cossigny 77

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu la délibération N° 65-2008 du Conseil communautaire du 09 septembre 2008 portant sur l'utilisation et le règlement intérieur des installations sportives intercommunales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant que le Football Club de Lésigny a besoin d'un local pour exercer ses activités,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie dispose d'un complexe multisports sis rue Albert Dauvergne à Chevry-Cossigny,

DECIDE

Article 1er : D'autoriser la mise à disposition des vestiaires et de la salle de réunion au profit du Football Club de Lésigny par le biais d'une convention.

Article 2 : De dire que cette convention prévoit une mise à disposition à titre gracieux, les dimanche 02 octobre 2022 et dimanche 09 octobre 2022 et dans le but d'accueillir les activités visées à l'article 1 de la convention.

Article 3 : De dire que le Football Club de Lésigny occupera les vestiaires et la salle de réunion les deux dimanches de 13h45 à 18h00.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 03 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

C. de C. de L'ORÉE DE LA BRIE
77170

Affichée le : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-37-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes

L'Orée de la Brie

Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

☎ : 01 60 62 15 81
✉ : communaute@loreedelabrie.fr

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU COMPLEXE MULTISPORTS DE CHEVRY-COSSIGNY

Entre :

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie, domiciliée 1 place de la Gare à BrieComteRobert (77170), dûment représentée par son Président, Monsieur Jean LAVIOLETTE, en vertu d'une délibération N° 20-2020, prise en date du 11 juillet 2020.

Ci-après désignée la Communauté de communes,

Et :

L'Occupant dénommé : USC Lésigny - Club de football
Domicilié : Complexe de l'entre deux parcs - 77150 Lésigny
Représenté par : Frederic INDJEHAGOPIAN (président)

Ci-après désigné l'Occupant,

Préambule :

Conformément à ses statuts, la Communauté de communes participe au développement des activités sportives à vocation intercommunales et à cet effet gère plusieurs équipements sportifs destinés aux scolaires, aux associations sportives ou à tout autre utilisateur institutionnel.

Les parties ont donc convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-37-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ARTICLE 1er : OBJET

La Communauté de communes met à disposition de l'Occupant le complexe multisports de Chevry-Cossigny, sis rue Albert Dauvergne - 77173 CHEVRY-COSSIGNY
Ces locaux sont destinés exclusivement à accueillir **des activités sportives d'entraînement ou de compétition, des activités manuelles à destination des membres des associations, des établissements scolaires et des centres de loisirs de la commune de Chevry-Cossigny.** La mise à disposition se fait selon un planning arrêté par la Communauté de communes et qui devra être respecté. **L'Occupant s'engage à respecter les horaires de mise à disposition**. En cas de non-respect de cette obligation, la Communauté de communes pourra suspendre ou supprimer la présente autorisation d'occupation.

L'Occupant disposera des locaux, le(s) : **02/10 et le 09/10**

Dimanche de 13h45 à 18h00

ARTICLE 2 : DESIGNATION

L'Occupant dit connaître les locaux et accepte de les prendre dans leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance des avantages et défauts tant des locaux que du bâtiment les accueillant.

L'Occupant prendra les locaux tels qu'ils sont constitués, et ne pourra les modifier sans un accord exprès et préalable de la Communauté de communes.

Sous sa seule responsabilité, l'Occupant pourra garnir les locaux d'équipements sportifs et de mobiliers nécessaires à l'exercice de son objet social. Cependant, aucun mobilier ne pourra être fixé sur les sols, murs ou plafonds des locaux, ou gêner le bon fonctionnement de l'équipement et de ses utilisateurs.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

La Communauté de communes met à disposition ses locaux au profit de l'Occupant à titre gracieux.

La Communauté de communes prend en charge les dépenses relatives au fonctionnement courant des locaux : eau, électricité, gaz, entretien, ….

ARTICLE 4 : CONDITION D'OCCUPATION

L'Occupant s'engage à maintenir les locaux en bon état de propreté et pour le matériel, et à veiller à la sécurité et à sa tranquillité.
L'Occupant veillera à fermer à clefs les locaux après chaque utilisation et à fermer les robinets d'eau, les différents interrupteurs ainsi que le chauffage.

ARTICLE 5 : INCESSIBILITE DES DROITS

La présente convention étant conclue intuitu-personæ, l'Occupant ne pourra en céder ou transférer les droits à qui que ce soit, et ne pourra notamment pas sous-louer ou mettre à disposition d'un tiers, tout ou une partie des locaux mis à disposition.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-37-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ

L'Occupant s'engage à prendre soin des locaux mis à sa disposition, à les maintenir en bon état d'entretien et de propreté.

Toute détérioration pouvant être imputée au fonctionnement de l'Occupant fera l'objet d'une remise en état à ses seuls frais, et en cas de négligence grave, pourra entraîner la résiliation de la présente convention.

L'Occupant reconnaît avoir pris connaissance des éventuelles consignes générales de sécurité, ainsi que des consignes spécifiques pouvant être édictées par la Communauté de communes, compte tenu de l'activité engagée.

L'Occupant s'engage au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition :

- A assurer la surveillance des locaux,
- A contrôler les entrées et les sorties des participants aux activités organisées et à interdire l'accès aux personnes extérieures,
- A respecter les règles de fonctionnement et de bonne gestion des locaux,
- A faire respecter les règles de sécurité et de tranquillité aux participants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux.

Les locaux ne pourront pas être utilisés par l'Occupant à d'autres fins que celles concourant à l'exercice de ses compétences telles qu'elles sont prises en compte par la présente. Toute utilisation différente de celle présentement définie nécessitera l'accord préalable de la Communauté.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN DU BATIMENT ET TRAVAUX

La Communauté de communes assurera le nettoyage des locaux en dehors des heures d'utilisation définies au planning.

Néanmoins, l'Occupant s'oblige à laisser les locaux dans un état correct.

La Communauté de communes s'oblige à avertir l'Occupant, dans un délai raisonnable, pour toute intervention technique susceptible de gêner ou d'empêcher le bon déroulement des activités de l'Occupant. L'Occupant devra se plier à ces interventions.

L'Occupant s'oblige à prévenir la Communauté de communes dès qu'elle prend connaissance de dommage ou de situation nécessitant une intervention technique.

ARTICLE 8 : ASSURANCE

La responsabilité de l'Occupant et les risques courus par elle du fait de ses activités et de ses membres, nés de l'utilisation des locaux, seront convenablement assurés par elle auprès d'une compagnie notoirement solvable. **L'Occupant s'engage à payer les primes d'assurance de façon à ce que la Communauté ne puisse en aucun cas être inquiétée. L'Occupant fournira chaque année à la Communauté de communes une attestation d'assurance en cours.**

ARTICLE 9 : DUREE ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet au jour de sa signature. Elle est consentie pour **une durée du 02/10/2022 au 09/10/2022** Elle ne pourra pas être reconduite tacitement, mais pourra faire l'objet d'une reconduction

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-37-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

expresse. L'Occupant pourra mettre fin à la présente convention avant l'expiration du terme normal. Elle devra en informer la Communauté de communes par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

La Communauté de communes se réserve le droit de suspendre la présente ou d'y mettre un terme unilatéralement fin pour tout motif d'intérêt général. Elle devra en informer l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, avant la date d'expiration normale, en cas d'inexécution de tout ou parties des obligations prescrites.

Chaque partie pourra mettre en demeure l'autre de respecter les obligations prescrites en respectant un délai de réalisation de 15 jours.

A défaut de respect de la mise en demeure, la résiliation sera effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. A compter de la notification de la mise en demeure expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 : CADUCITE DE LA CONVENTION

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront déférés devant le Tribunal administratif de Melun.

Fait à CHEVRY-COSSIGNY, le 1er septembre 2022

Pour la Communauté de communes
Son Président

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Pour l'Occupant
Son Représentant

Frederic INDJEHAGOPIAN

Président USC lesigny – section football

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 38-2022
Objet : Convention-cadre avec le SDESM pour les services SIG et la mise en commun des données et des ressources dans le domaine de l'information géographique

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la délibération N° 36-2019 du Conseil communautaire du 26 juin 2019 relative à l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial de l'Orée de la Brie - Lancement de la démarche et déclaration d'intention,

Vu la délibération N° 35-2021 du Conseil communautaire du 30 juin 2021 relative à une convention avec le SDESM pour une acquisition de prises de vue aériennes nocturnes,

Considérant l'intérêt pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de connaître la luminance réelle des éclairages extérieurs et la thermographie des bâtiments pour orienter sa stratégie vis-à-vis de travaux de sobriété énergétique et de définition de trames noires et de réduction des nuisances lumineuses dans les prochaines années,

Considérant que ces enjeux sont partagés par la Communauté de communes de l'Orée de la Brie, le Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne et les communes et EPCI à fiscalité propre de Seine-et-Marne,

Considérant que les prises de vues aériennes relatives à la thermographie ont été réalisées sur le territoire de l'Orée de la Brie au mois de mars 2022,

Considérant que le SDESM et la Communauté de communes de l'Orée de la Brie souhaitent désormais mettre en commun ces données,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de convenir par convention entre les deux parties des modalités de partage comprenant notamment l'échange de données et l'accès pour la CCOB au système mis en place par le SDESM,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

DECIDE

Article 1er : D'accepter la convention avec le SDESM sis 1 rue Claude Bernard, 77000 La Rochette pour les services SIG (Système d'Information Géographique), pour un montant de :
- article 2 - coût de mise à disposition = 0 €.
- article 3 - redevance 1 (forfait) = 1 000 € après la période d'essai pour une durée d'un an.
- article 3 - redevance 2 (comptes supplémentaires) = 25 € à partir du 2ème compte par compte par an.
- article 3 - redevance 3 (fonctions avancées) = 2 000 €.
- article 4 - participation et déplacement pour assistance = 250 €.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tous les documents annexés à la présente décision.

Article 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 03 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes



Affichée le : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

CONVENTION-CADRE SDESM
POUR LES SERVICES SIG ET LA MISE EN COMMUN DES DONNÉES ET DES RESSOURCES DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

ENTRE

le Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne (SDESM), dont le siège est situé 1, rue Claude Bernard, à La Rochette (77000), représenté par M. Pierre Yvroud en qualité de Président dûment habilité aux présentes, par délibération n° 2022-28 du comité syndical du 06 avril 2022, ci-après dénommé « le SDESM »

ET

La Communauté de communes de l'Orée de la Brie, dont le siège est situé 1 place de la gare - 77120 Boissy-le-Châtel, représentée par Jean VIOLETTE en qualité de Président dûment habilité aux présentes, par délibération de 23-2020 et 48-2020 du 11/07/2020 et 11/10/2020, ci-après dénommée « le partenaire ».

CONTEXTE

BRÈVE PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE :

Le SDESM, Syndicat Départemental des Energies de Seine-et-Marne, exerce la maitrise d'œuvre de différentes opérations de travaux sur le réseau public de distribution d'électricité. Il exerce également l'activité de contrôle des concessionnaires de distribution d'électricité et de gaz. Autour de ce cœur de métier, le SDESM a développé d'autres compétences dans le domaine plus large des énergies notamment dans l'éclairage public, dans la maitrise de l'énergie et dans la réalisation d'un SIG (Système d'Information Géographique). Pour ce dernier point, le SDESM propose à ses adhérents et à ses partenaires différents services.

Le SDESM et le partenaire disposent chacun de jeux de données et de ressources logicielles différentes sur leurs domaines de compétence respectifs. Les deux parties souhaitent mettre en commun tout ou partie de ces données de façon à améliorer la connaissance du territoire et favoriser ainsi la définition, la sélection, le phasage, la préparation de différents projets.

Les échanges et les services porteront principalement sur des données géographiques ou géolocalisées, mais pourront également inclure des données géolocalisables. Il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ARTICLE 1.
OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles le partenaire va bénéficier d'un ou de plusieurs services proposés par le pôle SIG du SDESM, et éventuellement de mettre en commun entre le SDESM et le partenaire un ensemble de données ou de ressources.

Cette mise en commun pourra, selon les modalités retenues et dans le respect des conventionnements existants avec les partenaires producteurs de données, privilégier l'une ou plusieurs des modalités suivantes:

- un échange de données,
- l'accès par le partenaire au système mis en place par le SDESM,
- ou l'interopérabilité des systèmes mis en place respectivement et précédemment par le SDESM et le partenaire,
- un ou des services particuliers supplémentaires.

ARTICLE 2.
ÉCHANGE DE DONNÉES

2.1 NATURE ET FORMAT DES DONNÉES

Les données sont transmises par tout moyen adapté tel des plateformes de téléchargement (serveurs FTP) dès lors qu'il convient aux parties et respecte les recommandations du Délégué à la Protection des Données du SDESM, mentionné à l'article 9 de la présente convention.

Les données communiquées par le SDESM au titre du présent article sont décrites dans l'annexe 1. Elles sont limitées au territoire de compétence du partenaire.

Les données géolocalisées du SDESM portent sur un ensemble de réseaux et de sites identifiés. Elles sont au format informatique SIG et référencées dans le système de projection Lambert Conique Conforme Zone 49 ou Lambert 93.

Les données géolocalisables consistent en des séries de grandeurs agrégées à la maille communale.

Les données communiquées par le partenaire ou son prestataire au titre du présent article sont décrites dans l'annexe 2.

Les livraisons sont accompagnées de documents descriptifs dits de « métadonnées » indiquant :

- le format de stockage et de livraison,
- la disponibilité d'un géocodage ou d'un géoréférencement,
- la maille géographique (commune, quartier, voie, adresse)
- la date d'actualité
- l'état d'exhaustivité,
- les contraintes éventuelles de réutilisation

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

2.2 MISES À JOUR DES DONNÉES

Chaque partie peut signaler à l'autre partie d'éventuels écarts entre les données fournies et une réalité par elle constatée dans le cadre de l'exercice de ses missions. La partie qui reçoit un tel signalement examine le bien-fondé de ce constat et, si celui-ci est important, apporte les corrections nécessaires ou transmet le signalement au partenaire producteur de la donnée pour une correction ultérieure. Les données corrigées sont transmises à l'occasion du renouvellement de la convention.

Ces écarts peuvent porter sur l'exhaustivité, l'actualité, le positionnement, la structuration ou la pertinence des données.

En cas de renouvellement de la convention au-delà de la durée fixée à l'article 6, chaque partie s'engage à livrer une version actualisée des données à l'autre partie, chaque fois que cette dernière en aura exprimé le besoin, sauf exception signalée dans l'annexe 1 à la convention.

2.3 UTILISATION DES DONNÉES MISES À DISPOSITION

Chaque partie concède à l'autre le droit d'utiliser et d'exploiter les données fournies, dans le respect des conventions conclues entre le SDESM et ses partenaires producteurs de données tel que décrits dans les annexes 1 et 2.

Chaque partie s'interdit en revanche toute utilisation commerciale des données et la rediffusion à des tiers. Par rediffusion des données, on entend tout procédé de copie, de reproduction ou de transformation réversible de tout ou partie des données, accompagnée d'une communication, dès lors que cette communication place le tiers en situation d'autonomie quant à la réutilisation des données.

Prestataires de traitement

Par exception au principe défini ci-dessus, une partie peut communiquer tout ou partie des données au format numérique à un prestataire de traitement auquel elle a recours à partir du moment où celui-ci respecte les mêmes engagements auxquels elle a souscrit au titre de la Convention, codifiés par une convention de sous-traitance et pour une durée définie qui ne peut excéder la durée de la présente convention.

2.4 DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Tous les traitements de données à caractère personnel respectent le RGPD [1] ainsi que les recommandations du Délégué à la Protection des Données du SDESM, mentionné à l'article 9 de la présente convention.

En cas de recours à un prestataire de traitement, le partenaire produira et insérera dans le contrat qui le lie à son prestataire une convention de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ARTICLE 3.
ACCÈS AU PORTAIL DE DIFFUSION DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES DU SDESM

Le SDESM dispose d'un portail en ligne de diffusion de données SIG qu'il met à disposition de ses adhérents respectifs et d'un réseau de partenaires. Le présent article concerne la situation où le partenaire souhaite utiliser le système mis en place par le SDESM.

3.1 FONCTIONNEMENT DES COMPTES D'ACCÈS

Le pôle SIG du SDESM crée un premier compte (compte principal) dédié au signataire de la convention ou à son représentant désigné à l'article 7, permettant à celui-ci d'accéder sans installation d'aucune sorte sur son propre parc informatique et via des fonctions réduites à l'ensemble des données du SDESM listées dans l'annexe 1, à l'exception des Données à Caractère Personnel (DCP).

Le pôle SIG du SDESM apporte à la personne bénéficiaire une assistance par téléphone et par courriel.

La personne bénéficiaire dispose d'un droit de visualisation et de consultation des données organisées en couches d'information.

En fonction des besoins et selon des modalités définies en commun avec le SDESM, la personne bénéficiaire dispose également d'un droit d'export, d'import et de mise à jour des données sur certaines couches d'information coadministrées, couches directement liées à l'exercice des compétences du partenaire.
Sur demande expresse du partenaire et selon les modalités codifiées dans l'annexe 4 à la convention, le pôle SIG du SDESM crée un ou plusieurs autres comptes dédiés à d'autres personnes agissant pour le partenaire. Ces personnes peuvent être :

- un agent ou un élu, si le partenaire est une collectivité ou un groupement de collectivités,
- un employé, si le partenaire est une société
- l'employé d'un délégataire de service public, si le partenaire est une collectivité ou un groupement de collectivités

Chaque compte créé dispose a minima des mêmes avantages que le compte principal. En outre il peut inclure ou non la consultation des données à caractère personnel (DCP), selon la spécification donnée par le partenaire. Les comptes créés sont nominatifs.

Les personnes bénéficiaires d'un compte s'interdisent de partager les informations de connexion à des tiers, internes ou externes à l'organisation. En outre, le partenaire prend toutes les mesures de sécurité nécessaires à son niveau pour respecter les principes contenus dans les annexes 4 et 5 à la présente convention, liées à la protection des données à caractère personnel et éviter que les informations de connexion aux différents comptes soient divulguées non intentionnellement. Sur demande, le SDESM procède à la réinitialisation des informations de connexion du ou des comptes créés.

[1] Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Le SDESM suit l'activité sur le portail des utilisateurs désignés par le partenaire, au moyen d'un journal de connexion.

Le SDESM recense les remarques et les propositions d'amélioration que le partenaire serait amené à signaler.

3.2 ACCÈS AUX FONCTIONS AVANCÉES

Sur demande expresse du partenaire, le ou les utilisateurs (personnes bénéficiaires d'un compte) ont accès à l'ensemble des fonctionnalités supplémentaires suivantes :

- Interconnexion avec un service de vues immersives « StreetView » (Google ou équivalent),
- Service de tuiles, permettant d'afficher en superposition ou en filigrane sur la carte un catalogue d'images géoréférencées, pouvant être des fonds de plans ou des captures aériennes ou satellite,
- Catalogue des thèmes complémentaires, permettant de créer autant de couches d'information complémentaires que le partenaire le souhaite, sur des thématiques qui lui sont propres.

Dès lors que de tels droits sont accordés, le partenaire comprend et reconnait son rôle de producteur de la donnée. Il réalise les mises à jour sous sa propre responsabilité.

Le SDESM tient à disposition des sauvegardes régulières des données sur les couches créées. Il peut sur demande du partenaire procéder à une restauration des données en un état antérieur.

ARTICLE 4.
SERVICES PARTICULIERS SUPPLÉMENTAIRES

4.1 DÉPLACEMENT POUR ASSISTANCE À LA PRISE EN MAIN DES DIFFÉRENTES FONCTIONS DU PORTAIL SIG

Ce service suppose que le partenaire bénéficie d'un accès au portail, tel que défini à l'article 3.

- Durée de l'événement : trois heures
- Participants : maximum 15 personnes
- Salle : connexion à internet fournie par le partenaire, ordinateur portable fourni par le SDESM, projecteur fourni par le SDESM, écran de projection fourni par le partenaire,

4.2 INTÉGRATION DE COUCHES SUPPLÉMENTAIRES PAR LE PÔLE SIG, DANS LE PORTAIL SIG

Ce service suppose que le partenaire bénéficie d'un accès aux fonctions avancées du portail, tel que défini à l'article 3.2.

Le pôle SIG du SDESM ajoute dans la légende du ou des profils associés aux comptes des utilisateurs désignés par le partenaire des données fournies par ce dernier :

- un maximum de cinq couches par thème, chaque couche étant homogène en terme de géométrie (points, lignes ou surfaces), pas de limite au nombre d'objets par couche,

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

- une structure définie par couche, comportant autant de champs attributaires que souhaité par le partenaire,
- un identifiant par objet, propre à la couche,
- une apparence par défaut, y compris l'affichage de labels,
- la possibilité de consulter et d'interroger les objets de différentes manières.

Le livrable permet au partenaire de visualiser et de consulter les objets de la couche, mais le partenaire conserve la responsabilité de vérifier la pertinence, la précision et l'actualité des données.

Le SDESM assure la stricte confidentialité de l'ensemble des données qui lui sont transmises, à l'exception de celles relevant de la catégorie des données de référence et des données d'intérêt général, telles que définies par les articles 14, 17 et 18 de la loi du 07 octobre 2016 dite Loi pour une République Numérique.

4.3 ASSISTANCE À LA DÉCLARATION DE RÉSEAU SUR LA PLATEFORME NATIONALE « CONSTRUIRE SANS DÉTRUIRE »

Le partenaire exploitant de réseau sollicite le pôle SIG du SDESM qui :

- assiste le partenaire quant au renseignement des informations déclaratives associées aux différents réseaux communaux sensibles pour la sécurité ou non,
- livre au partenaire un fichier au format shapefile ou gml représentant la zone d'emprise du ou des réseaux, en deux dimensions,
- charge le fichier dans l'interface jusqu'à sa validation.

De son côté et en préalable le partenaire s'inscrit sur le site institutionnel « Construire sans détruire » http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr et fournit au SDESM les droits d'accès (identifiant et mot de passe) pour qu'il puisse charger les données des réseaux correspondants.

ARTICLE 5.
DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les montants des différentes dispositions ci-dessous sont fixés par une délibération spécifique du comité syndical du SDESM. L'annexe 7 à la présente convention fixe les montants éligibles.

Les dispositions de l'article 2 sont mises en œuvre par le SDESM en contrepartie d'un coût de mise à disposition à régler par le partenaire.

Les dispositions de l'article 3 sont mises en œuvre en contrepartie d'une redevance annuelle est à verser au SDESM par le partenaire. Cette redevance permet au SDESM d'amortir partiellement les frais d'hébergement et de maintenance de son système.

La première composante de la redevance est un forfait. Ce forfait est du au-delà de la période d'essai définie à l'article 6.

Dans le cas où le partenaire dispose de l'intégralité des fonctions du portail SIG (y compris les fonctions

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

avancées), la redevance est majorée d'une deuxième composante selon sa situation :

- une commune adhérente percevant la TCCFE [2],
- une commune adhérente ne percevant pas la TCCFE,
- un EPCI [3] ou une association,
- un EPIC [4] ou une personne morale de droit privé.

Dans le cas où le partenaire dispose d'un ou de plusieurs comptes d'accès supplémentaires, la redevance annuelle est majorée d'une troisième composante par compte utilisateur demandé et accordé au cours de la période.

En cas de modification ou d'extension de la convention dans le délai indiqué à l'article 6, la redevance annuelle est modifiée par prorata temporis.

Les dispositions de l'article 4 sont mises en œuvre en contrepartie d'une participation pour les services suivants :

- Déplacement pour assistance à la prise en main des différentes fonctions du portail SIG : se référer à l'annexe
- Création de couches supplémentaires par le pôle SIG, dans le portail SIG : se référer à l'annexe.
- Assistance à la déclaration de réseau sur la plateforme nationale en ligne « construire sans détruire » : se référer à l'annexe.

Le coût de mise à disposition, la redevance annuelle et la participation du partenaire sont dus dans le mois suivant la réception par le SDESM de la convention signée ou dans le mois suivant son renouvellement. Ce délai peut être augmenté dans le cas de la réalisation d'une prestation.

Le SDESM pourra selon sa convenance émettre un titre de recette unique annuel couvrant le coût de mise à disposition, la redevance annuelle et les participations citées au présent article, ou plusieurs titres de recette fractionnés.

ARTICLE 6.
DURÉE, RECONDUCTION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est signée pour une durée d'un an. Cette durée prend effet lors de la réception par le SDESM de la présente convention signée par le partenaire. Elle est reconduite tacitement pour un an.

La convention pourra intégrer une période d'essai. La période d'essai s'achève au plus tard au bout d'un an et au plus tôt dès que le partenaire manifeste le souhait de bénéficier d'un compte supplémentaire dans les conditions définies à l'article 3.1 ou des fonctions avancées dans les conditions définies à l'article 3.2.

Par exception au principe précédent, les partenaires qui disposaient d'une convention SIG en cours de validité avant l'adoption de la présente convention cadre par le SDESM (délibération citée en préambule) ne bénéficient pas de la période d'essai.

Chaque partie a la faculté de résilier la Convention, sous réserve d'un préavis d'un mois.

[2] Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité
[3] Établissement Public de Coopération Intercommunale
[4] Établissement Public Industriel ou Commercial

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

La partie qui entend résilier la Convention doit adresser à l'autre partie une notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation de la Convention par l'une des parties, pour quel que motif que ce soit, n'ouvrira droit au versement d'aucune indemnité ou dommages-intérêts au bénéfice de l'autre partie.

Effets de la résiliation

Chaque partie supprimera de son système les données transmises par l'autre partie dans un délai maximal d'un mois, sans en conserver de copie.

ARTICLE 7.
SUIVI DE LA CONVENTION

Pour le suivi de cette convention :

Le représentant du SDESM est M. Jean-Baptiste Ménard, administrateur du SIG.
jeanbaptiste.menard@sdesm.fr - 06 09 36 62 84

Le représentant du partenaire est .CArine BORDUY.....
Préciser ici sa fonction et son adresse courriel et un numéro de téléphone : Directrice Générale des Service
.carine.borduy@loreedelabrie.fr - 06 83 36 85 61.....

Les deux parties sont tenues à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront connaissance au cours de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8.
LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses de la présente convention, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 9.
TRAITEMENTS DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL RÉALISÉS PAR LE SDESM DANS LE CADRE DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Le SDESM a désigné l'ADICO sis à Beauvais (60000), 5 rue Jean Monnet en qualité de délégué à la protection des données.

Les données recueillies dans cette convention sont destinées à la réalisation du traitement de la mise en commun des données SIG et des ressources SIG. Elles seront conservées pour un an, durée de la convention. Le SDESM, dans l'exercice de ses missions, est également amené à traiter des données relatives aux journaux de connexion. Ces données sont conservées 1 an durée de la convention et régulièrement analysées.

Ce traitement est basé sur le l'exercice d'une mission d'intérêt public.

Les données évoquées au présent article ne sont destinées qu'au SDESM et ne sont transmises à aucun tiers.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Pour exercer ces droits, ces dernières peuvent contacter accueil@sdesm.fr ou adresser un courrier aux coordonnées du SDESM figurant en pied-de page. Si elles estiment, après avoir contacté le SDESM, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation en ligne ou par voie postale à la CNIL.

ARTICLE 10.
DIVERS

La présente Convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.
Les notes de bas de page et les annexes font partie intégrante de la Convention. Toutefois, celle-ci a valeur prédominante sur ses annexes et ses notes de bas de page en cas de contradiction.

Toute modification, changement ou amendement apporté à la Convention n'aura de force obligatoire que s'il est contractualisé par avenant, sous forme écrite, matérialisant l'accord de chacune des parties.

ARTICLE 11.
LISTE DES ANNEXES

annexe 1 : jeux de données mis à disposition par le SDESM et possibilités de réutilisation par le partenaire.

annexe 2 : jeux de données mis à disposition par le partenaire et possibilités de réutilisation par le SDESM. Dans le cas où le partenaire propose des données.

annexe 3 : présentation du portail de diffusion de données géographiques du SDESM. Dans le cas où le partenaire demande cet accès.

annexe 4 : déclaration de création de compte et engagement de respect et de confidentialité à l'intention des utilisateurs du profil « Données foncières » du portail. Dans le cas où le partenaire demande l'accès à notre portail.

annexe 5 : acte d'engagement pris par le SDESM auprès de la DGFiP pour l'utilisation des Données à Caractère Personnel (DCP), constituées par les informations foncières associées aux parcelles cadastrales. Dans le cas où le partenaire demande l'accès à notre portail.

annexe 6 : liste des communes composant le partenaire Dans le cas où le partenaire a une dimension intercommunale.

annexe 7 : conditions financières actualisées.

Fait à la Rochette,
le

Pour le SDESM,

Le président,
Pierre Yvroud

Fait à Brie-Comte-Robert
le .04/10/2022

Pour le partenaire,

Fonction : Président,
Nom : Jean-Claude LAVIOLETTE

C. de C. de l'Orée de la Brie
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Données géolocalisées

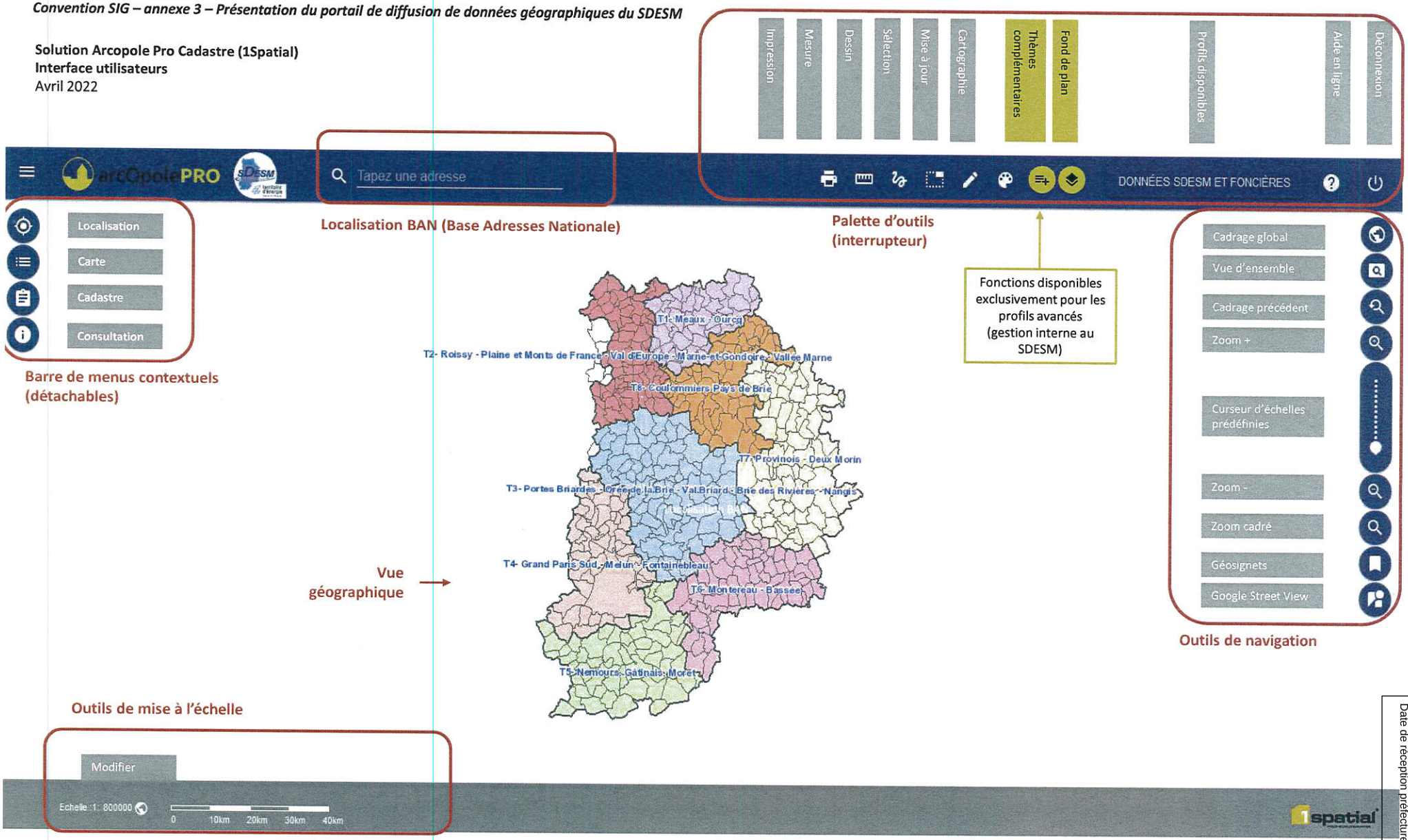
Thème/ Groupe	Couche	Source	Disponibilité et millésime sur le territoire de la CC OB	Diffusion externe possible par le portail du SDESM (art. 3 de la convention)	Diffusion externe possible par transmission de fichiers (art. 2 de la convention)
Travaux	TRX - Zones de travaux	SDESM	pas de donnée	oui	oui
	TRX - Enfouissements coordonnés BT-HTa-EP-CE				
	TRX - Renforcements BT-HTa				
	TRX - Extensions BT-HTa				
	TRX - Rénovations de postes BT-HTa				
	TRX - Résorption de fils nus BT				
	TRX - Eclairage				
Cadastre : FDP (Fond De Plan)	*n couches (se référer au standard complet DGFiP EdiGeo) notamment : Communes, Parcelles, Bâtiments, etc.*	DDFIP77	complète, année N-1	oui	intérêt limité (Open Data)
Cadastre : Informations foncières littérales	Informations foncières littérales associées aux parcelles	DGFiP	complète, année N-1	sous réserve d'éligibilité, acte d'engagement à transmettre	oui, acté d'engagement à transmettre et faire signer
BD Topo ® v3	*n couches (se référer au descriptif complet de contenu national) notamment : Adresses, Voirie, Bâtiments, etc.*	IGN	complète, année N-1	oui	intérêt limité (Open Data ou quasi)
IGN Admin	*n couches (se référer au descriptif complet de contenu national) notamment : Communes, IRIS, etc.*	IGN	complète, à jour	oui	intérêt limité (Open Data ou quasi)
Réseau Distribution Gaz (Précision ME Moyenne Echelle)	GAZ - Branchements	GRDF	géométrie du réseau seule, année N	oui	non
	GAZ - Canalisations				
	GAZ - Organes de coupure				
	GAZ - Postes				
Réseau Distribution Electricité (Précision ME Moyenne Echelle)	ELEC - Linéaires HTa	Enedis	géométrie du réseau seule, année N	oui	non
	ELEC - Linéaires BT				
	ELEC - Appareils de coupure				
	ELEC - Remontées aérosouterraines				
	ELEC - Postes BT/ HTa				
	ELEC - Postes sources HTa/ HTb	Enedis / RTE			intérêt limité (Open Data)
	ELEC - Etudes de déploiement de tiers sur appuis communs	Enedis	pas de donnée	oui	non
Réseau Transport Gaz (Précision ME Moyenne Echelle)	GAZ - Linéaires	GRT Gaz	géométrie du réseau seule, déc. 2019.	non	non
	GAZ - Installations				
Réseau Transport Electricité (Précision ME Moyenne Echelle)	ELEC - Linéaires HTB	RTE	géométrie du réseau seule, Janv. 2020	oui	intérêt limité (Open Data)
	ELEC - Pylones				
	ELEC - Points de passage				
Mobilier Eclairage Public (Précision Grande-Moyenne Echelle)	EP - Armoires de commande	SDESM et Adhérents	pas de donnée	oui	oui
	EP - Foyers				
Fond de Plan normé PCRS (Plan de Corps de Rue Simplifié)	*n couches (se reporter au géostandard CNIG)*	SDESM et Adhérents	pas de donnée	oui	oui
Réseaux et investigations (Levés topographique)	*n couches - Réseaux conducteurs en exploitation communale : Eclairage, SLT, Vidéo-surveillance*	SDESM et Adhérents	pas de donnée	oui	oui
	RECO - Réseau et ouvrages EP récolés	SDESM	pas de donnée		
	RECO - Réseau et ouvrages BT/HTa récolés				
	RECO - Réseau et ouvrages CE récolés (Communications Electroniques)				
	RECO - Infrastructures d'accueil FO en attente récolées		pas de donnée		
	LTOPO - Sondages routiers pour vérification d'absence d'amiante et de HAP dans les enrobés	SDESM / Département 77	pas de donnée	oui, mais limitée aux données du SDESM	oui, mais limitée aux données du SDESM
Mobilité	MOB - IRVE Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques	SDESM / Izivia/ BE Systra	complète S-et-M.	oui	oui
	MOB - Besoins en points de charge supplémentaires	SDESM / BE Systra	complète S-et-M., 2021	oui	oui
Sites et bâtiments / Economies d'énergie	ECO - Cit'Isol (Diagnostics isolation)	SDESM	pas de donnée	oui	oui
	ECO - Gaz - Groupement d'achat Gaz				
	ECO - Elec - Groupement d'achat Electricité				
	ECO - Bâtiments communaux	SDESM / DGFiP	complète, 2021	oui	oui
	ECO - Parcelles communales bâties				
Sites et bâtiments / Productions et Potentiels EnR (Energies Naturelles ou Renouvelables)	EnR - Eolien - Zones potentielles développement éolien	SDESM / BE Egrega	pas de donnée	oui	oui
	EnR - Hydro - Ouvrages hydrauliques existants	SDESM / BE Tenevia	pas de donnée	oui	oui
	EnR - Hydro - Cours d'eau à potentiel hydroélectrique				
	EnR - RdC - Tracés potentiels Réseau de Chaleur	FEDENE / SNCU	pas de donnée	oui	intérêt limité (Open Data)
	EnR - Géothermie - Zones potentielles aquifères	BRGM	complète Ile-de-France, 2005	oui	intérêt limité (Open Data)
	EnR - Solaire - Potentiel de production en toiture	IPR / AREC	complète S-et-M., 2017	oui	intérêt limité (Open Data)
	EnR - Sites ENR divers en fonctionnement ou en projet (7 énergies : éolien, solaire, hydroélectrique, GNV, méthanisation, biomasse, géothermie)	SDESM / SEM / DDT77 / GRDF / GRT Gaz / OpenData	sites en fonctionnement et projets autorisés, 2019-2020	à venir (programmé en 2022)	oui, mais limitée aux données du SDESM
Patrimoine architectural et naturel	ENV - Immeubles classés ou inscrits	DRAC	complète S-et-M., 2018	oui	intérêt limité (Open Data)
	ENV - Périmètres de protection (abords des immeubles)				
	ENV - Sites Patrimoniaux Remarquables				
	ENV - Sites classés et inscrits				
	ENV - ZNIEFF	DRIEAT / MNHN		oui	interêt limité (Open Data)
	ENV - Zones Natura 2000				
	ENV - ENS Espaces naturels Sensibles	*DRIEAT / Département 77*	*programmé 2022*		
Continuités écologiques	*n couches*	*SRCE / Département 77*	*programmé 2022*	oui	intérêt limité (Open Data)

ANNEXE 2 - SYNTHÈSE DONNÉES PARTENAIRE

Thème	Couche ou jeu de données	Source ou Producteur	Géolocalisée ou Géolocalisable	Disponibilité et millésime sur le territoire du partenaire	Restrictions pour une mise à disposition directe pour les services du SDESM	Restrictions pour une autre utilisation (consultation via portail aux partenaires et adhérents du SDESM)
ZAE/PAE	Périmètre des ZAE / PAE					
	Mobilier EP des ZAE / PAE					
Sites et bâtiments Productions et Potentiels EnR	Sites producteurs ENR *(toute énergie confondues)*					
	Sites fortement consommateurs					
	Sites engagés dans une démarche de rénovation					
	Réseaux de chaleur et de froid					
Habitat						
Continuités écologiques ***(Trames Vertes et Bleues, Trames Noires)***	Périmètre de TV, TB, TN					
Urbanisme	Périmètres règlementaires PLUi					
Eau	Ouvrages du réseau					
Assainissement	Ouvrages du réseau					
DECI ***Défense Extérieure Contre les Incendies*** **PCS** ***Plans Communaux de Sauvegarde***	Ouvrages du réseau DECI					
	Centres de regroupement de population					
Investigations topographiques	Sondages sur revêtement routier avant travaux					
	PCRS					

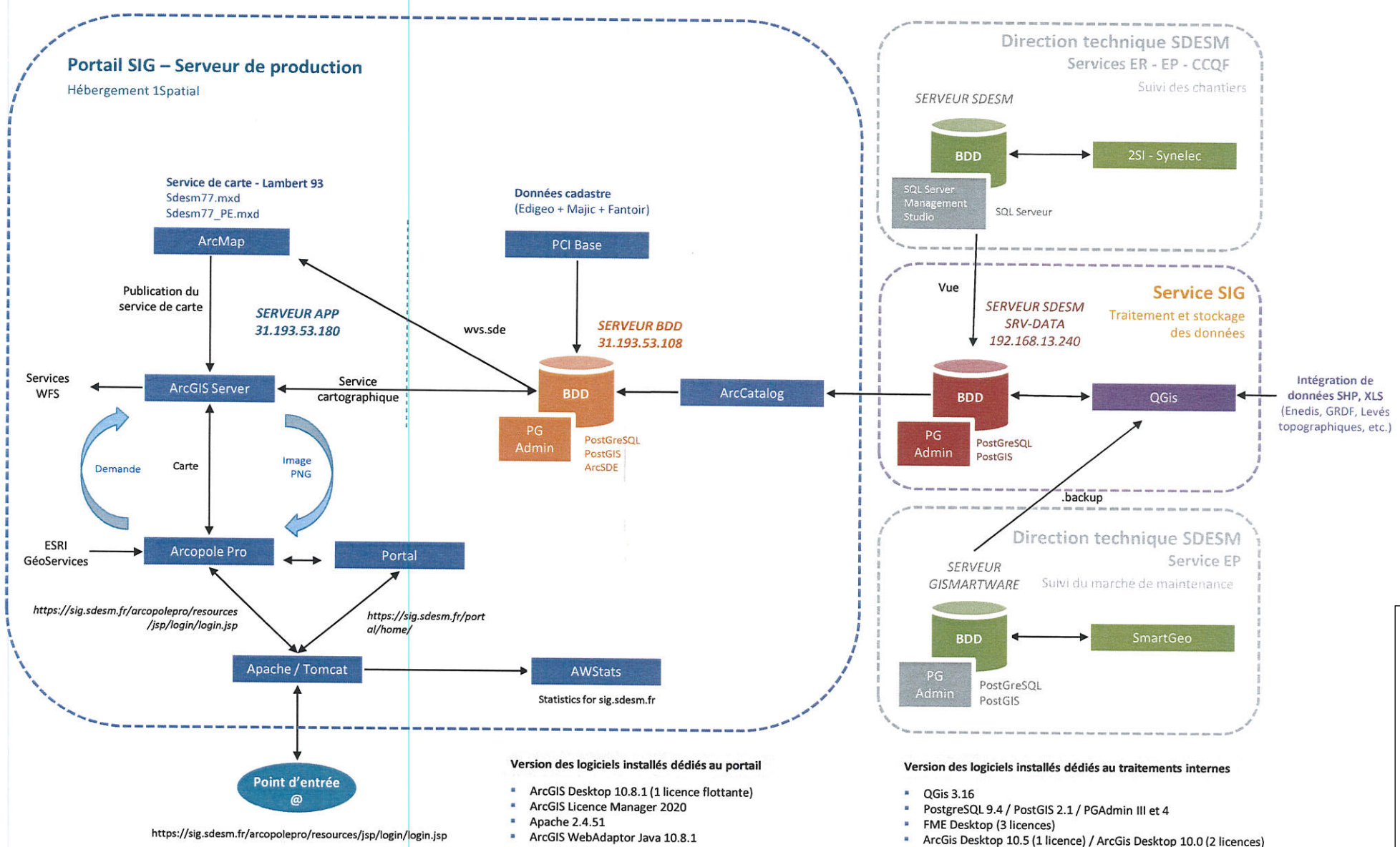
Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Solution Arcopole Pro Cadastre (1Spatial)
Interface utilisateurs
Avril 2022



Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Solution Arcopole Pro Cadastre (1Spatial)
Architecture logicielle
Avril 2022



Version des logiciels installés dédiés au portail

- ArcGIS Desktop 10.8.1 (1 licence flottante)
- ArcGIS Licence Manager 2020
- Apache 2.4.51
- ArcGIS WebAdaptor Java 10.8.1
- Portal 10.8.1
- ArcGIS server 10.8.1
- PostgreSQL 12.2 PostGIS 3.0.1
- arcOpolePRO Cadastre 3.7
- PCI Base 2021

Version des logiciels installés dédiés au traitements internes

- QGis 3.16
- PostgreSQL 9.4 / PostGIS 2.1 / PGAdmin III et 4
- FME Desktop (3 licences)
- ArcGis Desktop 10.5 (1 licence) / ArcGis Desktop 10.0 (2 licences)
- Synelec - 2SI Systèmes V22
- Microsoft SQL Server 2012

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ENGAGEMENT DE RESPECT ET DE CONFIDENTIALITÉ PAR LA PERSONNE BÉNÉFICIAIRE DU COMPTE D'ACCÈS AU PORTAIL EN LIGNE SIG

Je soussigné(e), Cauine Bordy,
agent / ~~élu~~ de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,
en tant que Directrice Générale des Services,

- **Demande à bénéficier d'un compte d'accès au portail en ligne SIG mis en place par le SDESM** dans les conditions évoquées à l'article 3 de la convention.

06 83 36 85 61 (Numéro de téléphone portable de préférence recevant les textos)

Le numéro de téléphone portable est nécessaire au SDESM pour transmettre à la personne ses informations de connexion, a minima le mot de passe qui sera utilisé lors de la 1ère connexion.

☒ **Je souhaite bénéficier de l'accès au profil « Données foncières »**, qui me donnera accès à la consultation des informations fiscales associées aux parcelles cadastrales, dans le respect de l'engagement pris par le SDESM vis-à-vis de la DGFiP.

Le document d'engagement DGFiP est consultable sur le portail en ligne SIG après l'authentification et avant la première utilisation du profil Données foncières.

- **Atteste avoir été sensibilisé(e) aux règles en vigueur** en matière de protection des données à caractère personnel et plus généralement à l'utilisation de mon compte d'accès et **m'engage à** :

  - Ne pas divulguer les données portées à ma connaissance dans le cadre de mes missions,
  - Ne pas utiliser les données pour une autre finalité que celle identifiée dans le registre des traitements du SDESM,
  - Ne faire aucune copie des données hors de mes attributions,
  - Mettre en place au quotidien les moyens nécessaires à la protection des données (, se déconnecter en quittant un logiciel, ne pas pré-enregistrer les mots de passe, …),
  - Veiller à l'intégration et au respect d'engagements de respect du RGPD par les prestataires et sous-traitants amenés à accéder à des données dans le cadre des missions que nous lui aurons confiées,
  - Informer le SDESM, en cas de départ de mon organisation.

- **Comprends et accepte que mes accès seront tracés par le SDESM dans un journal de connexion.**
  Tout agent public, fonctionnaire ou contractuel, est soumis à une obligation de discrétion professionnelle concernant le fonctionnement de son administration.

Fait à Brie Comte Robert le 04/10/2022

Signature de la personne bénéficiaire du compte :	Signature de la personne responsable de l'exécution de la convention, citée à l'article 7 de la convention :
C. de C. de l'OREE DE LA BRIE 77170 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	

Le présidant du SDESM] s.s à La Rochette (77000) 1 rue Claude Bernard, a désigné l'ADICO sis à Beauvais (60000), 2 rue Jean Monnet en qualité de délégué à la protection des données. Les données recueillies dans ce formulaire sont destinées à la réalisation du traitement : gestion des ressources humaines – recueil de l'engagement de confidentialité des agents. Ce traitement est basé sur une obligation contractuelle. Les données ne sont qu'au SDESM et ne sont transmises à aucun tiers. Elles sont conservées pour la durée de la convention. Conformément aux articles 15 à 22 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité des données vous concernant. Pour exercer ces droits, nous vous invitons à contacter accueil@sdesm.fr. Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation en ligne ou par voie postale à la CNIL.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ENGAGEMENT
en vue de la délivrance par la Direction générale des Finances publiques de données cadastrales à caractère personnel

OBJET

Utilisation de données cadastrales à caractère personnel par :
S·D·E·S·M,
(Nom du demandeur, responsable des traitements).

dont le numéro SIRET est le suivant :
200 041 309 000 10

faisant élection de domicile à :
1 rue Claude Bernard
77000 La Rochette

ci-après dénommé « le demandeur », des données cadastrales mises à disposition par la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) sous la dénomination de :

- ☒ fichiers fonciers littéraux
- ☐ matrice cadastrale (logiciel de consultation VisuDGFiP cadastre)

(Cocher la case correspondant à la nature des documents demandés).

Identité du délégué à la protection des données (DPO) de l'organisme du demandeur :
ADICO, Association pour le Developpement numerique et l'Innovation numérique des Collectivités, Pae du Tilloy, 2 rue Jean Monnet, 60000 Beauvais

FINALITÉ DES TRAITEMENTS

Les traitements effectués par le demandeur ont pour seules fonctions :
(Énumération de la finalité des traitements) voir annexe

1) .....

2) .....

3) .....

La DGFiP se réserve le droit de rejeter une demande pour laquelle la finalité des traitements est imprécise.

FINANCES PUBLIQUES

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

RESPECT DES RÈGLES DE PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le demandeur, responsable du traitement, s'engage à se conformer aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) et à protéger la confidentialité des informatisations nominatives auxquelles il accède, et en particulier à empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

À ce titre, le demandeur veillera notamment :
- à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir que, par défaut, seules les données à caractère personnel qui sont nécessaires au regard de chaque finalité spécifique du traitement seront traitées ;
- à ne faire aucune copie des données, sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de ses fonctions ;
- à ne divulguer ces données qu'aux personnes autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication ;
- à prendre toutes les mesures utiles pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données, en s'assurant notamment que des tiers non autorisés n'y auront pas accès ;
- à tenir un registre des activités de traitement effectuées sous sa responsabilité ;
- à ne conserver les données que le temps nécessaire à la réalisation de l'objectif poursuivi. Les données devront être par la suite détruites, anonymisées ou archivées dans le respect des obligations légales applicables en matière de conservation des archives publiques ;
- à respecter, en cas d'appel à un sous-traitant, les dispositions des articles 28 et suivants du RGPD ;
- à informer dans le meilleur délai la direction régionale ou départementale des finances publiques de rattachement en cas de perte ou de vol des données cadastrales. Cette information n'exonère en rien le demandeur des notifications prévues à l'article 33 du RGPD ni de son éventuelle responsabilité.

Les fichiers remis devront être traités sur le territoire français. Cette disposition, qui s'inscrit dans le cadre des mesures de protection des données gérées par la direction générale des finances publiques, s'entend exclusivement du lieu de traitement des données. Elle ne fait bien entendu pas obstacle à ce que le prestataire de services soit implanté dans un autre pays de l'Union européenne ou sur le territoire d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

DIFFUSION DES DONNÉES CADASTRALES

Le demandeur peut rétrocéder les données des fichiers fonciers littéraux aux services déconcentrés de l'État et à ses établissements publics, aux collectivités locales et à leurs groupements ainsi qu'aux organismes privé ou public chargés d'une mission de service public. Dans ce cas, le demandeur s'engage à adresser au préalable une copie de cet engagement de confidentialité à chaque bénéficiaire pour l'informer des présentes règles. Cette rétrocession est strictement limitée au territoire et au ressort de compétence propres à chacun des bénéficiaires.

La délivrance au public d'informations issues de la matrice cadastrale ne peut s'effectuer que dans les conditions fixées les articles L. 107A et R*. 107 A-1 à R*. 107 A-7 du Livre des procédures fiscales.

Conformément à l'article L. 127-10 du Code de l'environnement, une base géographique de référence consultable par le public ne peut inclure aucune information à caractère personnel autre que le découpage parcellaire et les adresses des parcelles.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Le demandeur reconnaît et accepte que les données cadastrales sont fournies en l'état, telles que détenues par la DGFiP dans le cadre de ses missions, sans autre garantie, expresse ou tacite. La DGFiP ne peut garantir au demandeur l'absence de défauts et ne peut être tenue responsable de tout préjudice ou dommage de quelque sorte subi par le demandeur ou par des tiers du fait de la réutilisation.

SANCTIONS ENCOURUES

Il est rappelé que la responsabilité pénale du demandeur et des utilisateurs travaillant avec les données communiquées peut être engagée, sur la base des articles 226-16 à 226-24 du Code pénal.

En outre, l'exercice d'actes qui relèvent uniquement de la direction générale des finances publiques peut être punie, conformément aux articles 433-12 et 433-13 du Code pénal.

En cas de non-respect des prescriptions de la présente prestation, la direction générale des finances publiques se réserve le droit, nonobstant toute suite judiciaire, de refuser toute nouvelle délivrance.

À La Rochette, le 17 août 2022

Nom et qualité du signataire : Pierre Vrand
Président du SDESM

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DES ÉNERGIES DE SEINE ET MARNE
SDESM

FINANCES PUBLIQUES

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Annexe ~~3.2~~

Acte d'engagement

en vue de la délivrance par la DGFIP des fichiers fonciers

FINALITÉ DES TRAITEMENTS

Les traitements effectués par le demandeur ont pour seules fonctions :

Fonctions envisagées de façon certaine, exercées au titre des compétences du SDESM :

1) *consultation des informations sur les voiries et les réseaux des communes*
2) *information des personnes concernées par des travaux d'aménagement de voirie*
3) *gestion de l'aménagement du territoire : développement et encadrement des réseaux, des énergies, des transports*
4) *gestion des bâtiments : étude de la thermographie des bâtiments*

Fonctions envisagées de façon certaine, exercées au titre de la mutualisation avec les collectivités locales adhérentes :

5) *délivrance des informations aux personnes ayant déposé une demande concernant une propriété*
6) *délivrance au propriétaire foncier du relevé de sa propriété*

Fonctions envisagées de façon optionnelle, exercées au titre de la mutualisation avec des collectivités locales non adhérentes ou de leurs groupements, par voie de conventionnement :

7) *gestion des installations d'assainissement sur le territoire de la collectivité* .....
8) *établissement d'un inventaire du patrimoine foncier de la collectivité* .....
9) *information des personnes concernées par des travaux d'aménagement de voirie*.....
10) *instruction des demandes de permis de construire et autres formalités en matière de droit des sols*..... ....
11) *réalisation d'études en matière d'urbanisme, d'habitat, d'aménagement du territoire et notamment du PLU (plan local d'urbanisme)*..... ....
12) *établissement ou consultation des documents, plans et programmes définissant les politiques publiques en matière d'urbanisme et environnement* ....
13) *suivi des constatations d'infraction en matière d'urbanisme* ....

La DGFIP se réserve le droit de rejeter une demande pour laquelle la finalité des traitements est imprécise.

Les données foncières ne pourront être utilisées à d'autres fins.

annexe 6 - liste des communes composant le partenaire

Nom	Code INSEE	Adhérent / non-adhérent SDESM	EPCI *
BRIE COMTE ROBERT	77053	NA	CC Orée de la Brie
CHEVRY COSSIGNY	77114	NA	CC Orée de la Brie
SERVON	77450	NA	CC Orée de la Brie
VARENNES-JARCY	*91631*	NA	CC Orée de la Brie

** Établissement Public de Coopération Intercommunal*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

ANNEXE 7 - CONDITIONS FINANCIÈRES

Adoptée par le Comité syndical du SDESM du 06/04/2022 - délibération référencée 2022-29

Intitulé	Modalités de calcul	Commune adhérente au SDESM ne percevant pas la TCCFE (1)	Commune adhérente au SDESM percevant la TCCFE (1)	EPCI (2)	EPIC (3)	Société ou personne morale de droit privé
article 2 Coût de mise à disposition	par livraison	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
article 3 **Redevance 1** Forfait	forfait par an	**0 €**	**0 €**	**1 000 €** *après la période d'essai*	**3 000 €** *après la période d'essai*	**500 €** *après la période d'essai*
article 3 **Redevance 2** Comptes supplémentaires	par compte par an	**25 €** *à partir du 3e compte*	**25 €** *à partir du 3e compte*	**25 €** *à partir du 2e compte*	**25 €** *à partir du 2e compte*	**25 €** *à partir du 2e compte*
article 3 **Redevance 3** Fonctions avancées	forfait par an	**300 €**	**750 €**	**2 000 €**	**2 000 €**	**1 000 €**
article 4 Participation Déplacement pour assistance	par déplacement	**250 €**	**250 €**	**250 €**	**250 €**	**250 €**
article 4 Participation Création de couches d'information supplémentaires dans le portail	sur devis	—				
article 4 Participation Assistance à la déclaration de réseau sur la plateforme nationale	sur devis	—				

(1) *Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité*

(2) *Établissement Public de Coopération Intercommunal*

(3) *Établissement Public Industriel ou Commercial*

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-38-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-39-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 39-2022
Objet : Contrat d'assurances SMACL - Avenant N° 7 - Dommages causes à autrui / Défense et recours - Marché 3-2015 Lot 2 - Révision 2020

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant l'intérêt de l'offre de la SMACL Assurances relatif à la révision de la cotisation 2020 du contrat dommages causes à autrui / Défense et recours pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la révision de la cotisation afférente aux garanties « Responsabilités / Défense Recours » de la SMACL Assurances sise 141 avenue Salvador-Allende - CS 20000 - 79031 NIORT Cedex 9 pour une régularisation d'un montant de 328,16 € HT, soit 393,79 € TTC.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 03 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

C.C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-39-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

SMACL ASSURANCES
GROUPE VYV

> Pour tout renseignement
05 49 32 56 25
Du lundi au jeudi de 08h30 à 18h00
Le vendredi de 08h30 à 17h00
seinevaldeloire@smacl.fr

Nos références à rappeler : 101846/C
AO RC N° 3010-0004

CTE DE CNES L OREE DE LA BRIE - 1 PLACE DE LA GARE - 77170 BRIE COMTE ROBERT

> Avenant n° 7 - Révision de la cotisation 2020
Contrat AO RC n° 3010-0004

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions particulières du contrat auquel il est annexé, le présent document de révision entérine les dispositions précisées ci-après.

Pour information, la cotisation annuelle du contrat, à l'échéance, s'élève à 1 073,44 euros HT (hors indexation et modifications contractuelles).

Désignation	Assiette	Valeur de révision	Cotisation HT en €
Cotisation provisionnelle émise pour l'exercice 2020 (A)			**745,28**
Cotisation définitive pour l'exercice 2020 (B)			**1 073,44**
Contrat AO RC n°3010-0004 pour l exercice 2020	429 374,10 €	0,25 %	
		Montant HT de la régularisation (B-A)	**328,16**

Le montant TTC à régler ou à rembourser est mentionné dans l'appel de cotisation joint en complément.

Le présent document de révision est établi conformément aux souhaits de la personne morale qui reconnaît par ailleurs avoir reçu toutes informations, et conseils, adaptés à ses besoins.

Fait en 1 exemplaire(s) à Niort, le 25 novembre 2021.

Pour la personne morale souscriptrice,

CTE DE CNES L'OREE DE LA BRIE

(Signature et cachet) lu et approuvé

C.E. DE C. DE L'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Pour SMACL Assurances,

Grégory GIRAUD
Directeur Marchés

20211125160306538985508 - doc 1 / 1 - page 1 / 1

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-40-2022_D-CC
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 40-2022
Objet : Contrat d'assurances SMACL - Avenant N° 8 - Dommages causes à autrui / Défense et recours - Marché 3-2015 Lot 2 - Révision 2021

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Considérant l'intérêt de l'offre de la SMACL Assurances relatif à la révision de la cotisation 2020 du contrat dommages causes à autrui / Défense et recours pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la révision de la cotisation afférente aux garanties « Responsabilités / Défense Recours » de la SMACL Assurances sise 141 avenue Salvador-Allende - CS 20000 - 79031 NIORT Cedex 9 pour une régularisation d'un montant de 98,01 € HT, soit 117,61 € TTC.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 03 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes

C.C. de l'Orée de la Brie
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Affichée le : 06/10/2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221003-40-2022_D-CC
Date de réception préfecture : 06/10/2022

> Pour tout renseignement
05 49 32 56 25
Du lundi au jeudi de 08h30 à 18h00
Le vendredi de 08h30 à 17h00
seinevaldeloire@smacl.fr

Nos références à rappeler : 101846/C
AO RC N° 3010-0004

CTE DE CNES L OREE DE LA BRIE - 1 PLACE DE LA GARE - 77170 BRIE COMTE ROBERT

> Avenant n° 8 - Révision de la cotisation 2021
Contrat AO RC n° 3010-0004

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions particulières du contrat auquel il est annexé, le présent document de révision entérine les dispositions précisées ci-après.

Désignation	Assiette	Valeur de révision	Cotisation HT en €
Cotisation provisionnelle émise pour l'exercice 2021 (A)			**1 140,05**
Cotisation définitive pour l'exercice 2021 (B)			**1 238,06**
Contrat AO RC n°3010-0004 pour l exercice 2021	495 223,00 €	0,25 %	
		Montant HT de la régularisation (B-A)	**98,01**

Le montant TTC à régler ou à rembourser est mentionné dans l'appel de cotisation joint en complément.

Le présent document de révision est établi conformément aux souhaits de la personne morale qui reconnaît par ailleurs avoir reçu toutes informations, et conseils, adaptés à ses besoins.

Fait en 1 exemplaire(s) à Niort, le 26 septembre 2022.

Pour la personne morale souscriptrice,

CTE DE CNES L'OREE DE LA BRIE

(Signature et cachet)

C. DE C. DE L'OREE DE LA BRIE 77170

Jean Lavichelle, Président

Pour SMACL Assurances,

Le Directeur Marchés

SMACL Assurances SA
Entreprise régie par le Code des assurances
Immatriculée au RCS de Niort N° 833 817 224

Siège social
141 avenue Salvador-Allende
CS 20000
79031 NIORT CEDEX 9

Ce contrat est distribué par **SMACL Assurances SA** – Société anonyme au capital de 255 037 000 euros, entreprise régie par le Code des assurances, RCS Niort n° 833817224. Siège social : 141, avenue Salvador-Allende – CS 20000 – 79031 NIORT CEDEX 9. L'assureur de votre contrat est : **SMACL Assurances** – Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 141, avenue Salvador-Allende – CS 20000 – 79031 NIORT CEDEX 9 ou **SMACL Assurances SA** – Société anonyme au capital de 255 037 000 euros, entreprise régie par le Code des assurances, RCS Niort n° 833817224. Siège social : 141, avenue Salvador-Allende – CS 20000 – 79031 NIORT CEDEX 9. Pour plus de détails, **https://www.smacl.fr/contrats-d-assurances**

20220926140421286550603 - doc 1 / 1 - page 1 / 1

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 41-2022
Objet : Société Finances et Territoires - Convention d'assistance à maitrise d'ouvrage et d'ingénierie financière portant sur la veille, la recherche et le conseil à la demande de financement pour les projets d'investissement

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président et aux Vice-présidents,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a plusieurs projets d'investissement en cours ou à venir pour lesquels elle souhaite obtenir des financements, et être accompagnée dans la phase de veille, de recherche et de conseil à la demande d'aides de financement,

Considérant que la société Finances et Territoires propose une prestation de maitrise d'ouvrage et d'ingénierie financière portant sur la veille, la recherche et le conseil dans le cadre de demandes de financements non bancaires,

Considérant que cette mission peut comprendre 4 étapes réalisables en 2 phases :
- la phase 1 de veille / recherche / conseil
- et la phase 2 de montage / suivi,

Considérant dès lors qu'une telle mission présente un intérêt certain pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la convention avec la Société Finances et Territoires sise L'Amiral - 2 A rue Simone Veil - 73000 Brassens, pour un montant de 32 000 € HT soit 38 400 € TTC.

Article 2 : De dire que la durée d'exécution est de 14 mois à compter de la signature de la convention ou notification éventuelle de la convention ; cette durée se répartie comme suit :
- 2 mois de préparation au cours desquels se tiendra la réunion de lancement qui ne pourra intervenir qu'après le versement de l'acompte dans les conditions stipulées à la présente Convention,
- 12 mois d'exécution des prestations objet de la Mission à compter de la réunion de cadrage.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le 1er Vice-président à signer la convention ainsi que tous les documents annexés à la présente décision.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

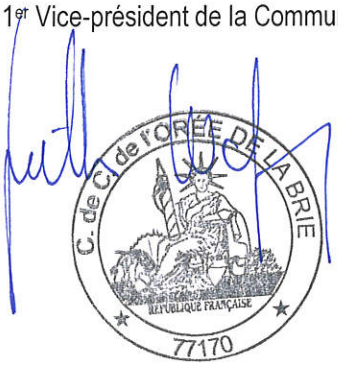
Article 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 5 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 6 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 07 octobre 2022.

Jonathan WOFSY
1er Vice-président de la Communauté de communes



Affichée le : 11, 10, 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

OFFRE – DUREE DE VALIDITE

Finances & Territoires est liée par la présente offre pour une durée de **30 jours** à compter de sa réception par le Client.

Au-delà de cette date, l'offre est réputée caduque sous réserve d'une prorogation ou d'un renouvellement express par Finances et Territoires du délai de validité de l'offre.

La présente offre est présentée le **4 octobre 2022**

A ce jour, compte tenu du planning de l'équipe conseil, la réunion de lancement pourra être planifiée à 6 semaines sous réserve du règlement de l'acompte.

Vos contacts Finances & Territoires

Stephan Fontanel
Président | Fondateur
Mobile : 06 68 99 38 49
stephan.fontanel@finances-territoires.fr

Stéphane Bestenti
Directeur du Conseil
Mobile : 07 49 39 36 75
stephane.bestenti@finances-territoires.fr

Mélanie Plard
Directrice Commerciale
Mobile : 06 26 79 93 52
melanie.plard@finances-territoires.fr

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

CONDITIONS PARTICULIERES

CONVENTION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET D'INGENIERIE FINANCIERE PORTANT SUR LA VEILLE, LA RECHERCHE ET LE CONSEIL A LA DEMANDE DE FINANCEMENTS POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Marché public conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables, en application de l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique

N° COM COM OREE DE LA BRIE-VEILLE-F&T-CEIDF-22-10-04

Entre les soussignés :

Communauté de Communes de l'Orée de la Brie
SIRET : 24770064400021
Siège social : 1 Place de la Gare – 77170 BRIE COMTE ROBERT
Représentée par Jean LAVIOLETTE en qualité de Président en exercice,

Déclarant être dûment habilité par délibération n°_____ en date du _____

Ci-après dénommée le « Client »

Et

La Société Finances & Territoires
S.A.S. au capital de 948 547,89 euros
SIREN : 798 665 790, Immatriculée au RCS Chambéry
Siège social : L'Amiral – 2A rue Simone Veil – 73000 BASSENS
Représentée par Pierre-Antoine FONTANEL, en qualité de Directeur Général
Déclarant être dûment habilité(e) à cet effet,

Ci-après désignée « Finances & Territoires » ou le « Prestataire »

Ci-après dénommées individuellement la « Partie » ou collectivement les « Parties ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Finances & Territoires est une société de conseil, experte dans la recherche de tous types de financements publics (aides et subventions sur le territoire français, notamment au niveau Local, Départemental, Régional et/ou National ainsi que les subventions au niveau Européen) des projets d'investissement des Établissements Publics (hors financements bancaires).

Le Client a un ou plusieurs projets d'investissement (ci-après dénommés « Projets ») en cours ou à venir pour lesquels il souhaite obtenir des financements, et être accompagné dans la phase de veille, de recherche et de conseil à la demande d'aides de financement.

C'est dans ces conditions que le Client confie au prestataire, qui l'accepte, en sa qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage, une mission d'accompagnement et d'assistance dans la recherche de financements de ses projets d'investissement (ci-après, la « Mission »).

Le Prestataire travaillera dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code de la Commande Publique.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

La Convention est constituée des présentes Conditions particulières, des Conditions générales, de leurs annexes. Ces documents expriment l'intégralité des obligations des Parties telles que définies dans les Conditions Générales.

RESUME DE LA MISSION
La Mission est une prestation de Maitrise d'ouvrage et d'ingénierie financière portant sur la Veille, la Recherche et le Conseil dans le cadre d'une demande de financements non bancaires.

La présente mission porte sur les **étapes 1 et 2 telles que définies à l'article 2 des Conditions générales**.

PERIMETRE DE LA MISSION/ REMUNERATION FORFAITAIRE
La mission « Veille /Recherche » concerne les projets d'investissement listés dans le tableau ci-dessous selon la rémunération forfaitaire indiquée.

Projet(s) d'Investissement pressenti(s)	Date prévisionnelle de démarrage du projet	Montant prévisionnel de l'investissement	Montant de la prestation de Veille/Recherche ❶ (EUR HT)
Projet 1 : Schéma de liaison douce	2020-2026 (Phasé)	22 093 118 euros	Forfait
Projet 2 : Nouveau siège de l'intercommunalité (Rénovation et Réhabilitation, pompe à chaleur, Façades...) (*)	Fin 2022 – Début 2023	En cours	
Projet 3 : Déploiement de la Fibre optique	En cours (Phasé)	966 254 euros	
Projet 4 : Office du Tourisme (Pompe à chaleur + Isolation thermique)	2023	52 000 euros	
Projet 5 : Éclairage public	2023	90 000 euros/an sur le mandat	
Projet 6 : Centre aquatique (Travaux de ventilation)	2023	97 200 euros	
Projet 7 : Gymnase (Gestion technique)	2023	35 000 euros	
Projet 8 : Maisons Kerterre (Tourisme vert et Habitat insolite)	2023	115 000 euros	
Projet 9 : Réhabilitation et reconversion des zones d'activités	2023	100 000 euros	
Projet 10 : Sécurisation des ronds-points – Centre commercial EDEN	2023	400 000 euros	
Projet 11 : Accès PMR	2023	100 000 euros	
(*) : Ce projet, compte tenu de la date de démarrage, ne sera pas éligible à nos engagements financiers en cas d'infructuosité de résultats sur la recherche d'aides et subventions. Les projets 2023 nécessitent d'être précisés concernant le mois de démarrage des travaux.			
TOTAL			**32 000 € HT**

Il est convenu entre les Parties qu'aucune modification de la liste des Projets inclus à la présente Convention ne pourra intervenir, sauf accord du Prestataire, après la réunion de cadrage.
En cas de modification, le Client précisera sa demande par écrit (email) et le Prestataire confirmera en retour par écrit (email) les modifications retenues ou bien s'il devient nécessaire de régulariser un avenant afin de définir de nouvelles modalités.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

Il est expressément stipulé que toutes les réunions commerciales, les réunions de travail et de restitution ainsi que tous les échanges entre le Prestataire et le Client seront réalisés exclusivement en **distanciel** par téléphone ou visioconférence.
Dans le cas où le client souhaite, à titre exceptionnel, rencontrer physiquement un ou plusieurs collaborateurs du Prestataire, tous les frais relatifs à la mobilisation des collaborateurs concernés et aux déplacements seront intégralement à la charge du client.

MODALITES DE FACTURATION

- Un acompte de 50% à la signature, sur présentation de la facture afférente par le Prestataire
- Le solde de 50% à la livraison du DADM « Dossier d'Analyse des Dispositifs Mobilisables ».

ENGAGEMENT FINANCIER DU PRESTATAIRE EN CAS D'INFRUCTUOSITE DE LA MISSION

Dans le cas où le Prestataire ne serait pas à même de proposer au client un ou plusieurs dispositifs d'Aide et Subvention, sur le cumul des projets inclus dans le périmètre de la Mission, autres que ceux précisés au paragraphe « Dispositifs obtenus ou déposés » ci-après, pendant la durée du Contrat, le Prestataire s'engage à rembourser les honoraires déjà perçus au terme du contrat dans un délai de 30 jours suivant l'émission d'une facture par le Client d'un montant correspondant.

Cette clause s'applique exclusivement aux projets d'investissement pour lesquels la notification des entreprises intervient au moins six (6) mois après la date de la réunion de lancement.

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

Lors de la remise du Dossier d'Analyse des Dispositifs Mobilisables (DADM) F&T présentera au Client des dispositifs de financement et proposera un plan d'action permettant la mobilisation des financements identifiés en phase de Veille, recherche et conseil de la présente Convention.
Il est expressément convenu que la responsabilité de F&T ne saurait être engagée, de quelque manière, si le Client ne viendrait pas à missionner F&T pour le montage des dossiers de demande de financement préconisés dans le DADM. La proposition d'accompagnement de F&T sur le montage sera matérialisée par l'envoi d'une Convention de Montage et de Bons de commande. Elle devra être acceptée dans les 15 jours qui suivent la livraison du DADM ou l'envoi d'alerte pour les appels à projets sous toutes leurs formes.

DISPOSITIFS OBTENUS ou DEPOSES

Il est précisé que si le client a déjà sollicité des Aides et Subventions mobilisables pour lesquelles il a obtenu **un accord / notification de l'organisme financeur et/ou déposé un dossier / demande officielle**, ces dernières ne feront pas l'objet de la présente Mission. **Le Client fournira à F&T, au plus tard lors de la réunion de cadrage de la Mission, une copie des notifications d'accord et/ou de dépôt.**

Ainsi, les Dispositifs obtenus ou déposés sont listés dans le tableau ci-dessous :

Projet(s) d'Investissement	Organismes financeurs/Guichets	Nom du dispositif
Projet 1 : Liaisons douces	Région IDF	Plan vélo (50% de l'investissement)
Projet 2 à 11	Pas d'exclusions	

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

DUREE DE LA CONVENTION

La durée d'exécution est de **14 mois** à compter de la signature ou notification éventuelle de la convention ; cette durée se répartie comme suit :

- 2 mois de préparation au cours desquels se tiendra la réunion de lancement qui ne pourra intervenir qu'après le versement de l'acompte dans les conditions stipulées à la présente Convention ;
- 12 mois d'exécution des prestations objet de la Mission à compter de la réunion de cadrage ;

REPRESENTANT COMMERCIAL DU PRESTATAIRE

Mélanie PLARD, exerçant les fonctions de Directrice commerciale, est désigné(e) en qualité de Représentant du Prestataire.

Fait en double exemplaire,

A Bassens
le 07/10/2022.

A Brie de Robert
le 07. 10. 2022.

lu et approuvé, bon pour accord

Pour Finances & Territoires*
Pierre-Antoine FONTANEL
Directeur Général

Finances & Territoires
SIREN 798 665 790
L'Amiral - 2A Rue Simone Veil
73000 Bassens - France
04 69 96 61 60

p.o. ***Pour la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie****
Jean LAVIOLETTE
Président

Jonathan WOFSY
1er Vice président de la CCOB

Nom, fonction, cachet et signature précédés de la mention « lu et approuvé, bon pour accord »
Merci de parapher toutes les pages en recto/verso de la présente convention
Apposition des signatures dans le cadre de signature électronique

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances& Territoires

CONDITIONS GENERALES

CONVENTION CADRE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET D'INGENIERIE FINANCIERE PORTANT SUR LA RECHERCHE ET LE MONTAGE DE DOSSIERS DE DEMANDE DE FINANCEMENTS POUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT

Marché public conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables,
en application de l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique

DEFINITIONS

Aide(s) financière(s) : Désigne l'ensemble des financements correspondant à des aides, subventions, avances, prêts bonifiés, économies, crédits d'impôt (hors financements bancaires et levées de fonds privés/mécénat), sollicités, obtenus ou non obtenus auprès d'organismes publics et/ou privés (philanthropie, tiers-financement, financement participatif, marché de partenariat, ...).

Acompte : Désigne la quote part de rémunération facturée et payée avant le démarrage de la mission, soit au plus tard avant la tenue de la réunion de cadrage ou de lancement de la Mission.

Client : Désigne le co-contractant de Finances et Territoires qui sollicite une ou des missions.

Connaissances propres : Désigne les méthodes, outils et savoir-faire du Prestataire préexistants à la Convention ou développés et utilisés dans le cadre de l'exécution de la Mission.

Convention : Désigne les présentes Conditions générales, les Conditions particulières, ses annexes et leurs éventuels avenants.

DADM : Désigne le Dossier d'Analyse des Dispositifs Mobilisables, à savoir le livrable détaillant, pour chacun des projets identifiés, s'ils existent, le ou les dispositifs mobilisables avec conseil et assistance dans l'optimisation du financement du projet.

Dispositif de financement : Désigne la mesure d'aide financière mobilisable dans le cadre d'un projet donné.

Dossier : Désigne le dossier de demande de financement(s).

Financement(s) : Comprend toutes les aides et subventions, quelle que soit la forme, hors financements bancaires et levées de fonds privés/mécénat.

Mission : Désigne l'ensemble des tâches réalisées par le Prestataire, tel que défini dans les Conditions générales et particulières, dans le cadre de l'accompagnement proposé dans la Convention.

Notification : Désigne l'acte par lequel le client public soumis au code des marchés publics informe le prestataire de la conclusion de la Convention entre les Parties.

Parties : Désigne les co-contractants à la Convention.

Prestataire : Désigne Finances & Territoires.

Projet(s) / Projet(s) d'investissement : Désigne le(s) projet(s) d'investissement pour lequel / lesquels le Client sollicite l'accompagnement du Prestataire.

Réunions : Désigne tous les échanges programmés en rendez-vous physiques, visioconférence ou par téléphone réalisés entre les Parties dans le cadre de l'accomplissement de la Mission. Les échanges propres au recueil d'informations complémentaires ne sont pas considérés comme des réunions.

Réunion de cadrage ou réunion de lancement : Désigne la première réunion tenue dans le cadre de la mission après signature de la Convention.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ARTICLE 1 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION

La prestation a pour objet :

- La recherche, pour le compte du Client, de tout type d'Aide financière (aides, subventions, économies...) au niveau national (départemental, régional, préfectoral, fonds de Concours) et/ou européen, lié à ses projets d'investissement.

- L'accompagnement du Client, dans la recherche de dispositifs de financements et/ ou l'élaboration et le montage, en collaboration avec le Client, du dossier de demande de financement auprès des autorités ou organismes compétents, ainsi que l'assistance dans les échanges avec les organismes financeurs.

- La réalisation d'un diagnostic du ou des projet(s) du Client et des contraintes financières et techniques, voire juridiques, dans le but de proposer la meilleure stratégie (objectif, ressources, calendrier) pour l'instruction des Dossiers.

- Le cas échéant, le montage et le suivi des dossiers de demande de financement que le Client souhaite confier au Prestataire, jusqu'à obtention de la décision d'accord ou de refus.

Il est expressément convenu entre les Parties d'un nombre maximum de huit (8) réunions (principalement sous le format visioconférence) pendant toute la durée de la présente Convention.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA PRESTATION

La prestation, **dont le périmètre objet de la Convention (la « Mission ») est défini dans les Conditions particulières**, pourra comprendre les 4 étapes suivantes réalisables en 2 phases :

Phases	*Étapes*	*Descriptif*
VEILLE/ RECHERCHE /CONSEIL	*Étape 1*	**Réunion de cadrage** (Réunion de Lancement) **et diagnostic** des projets à venir, audit, collecte et analyse des documents et des données financières nécessaires à la Mission ;
	Étape 2	**Recherche, analyse et traitement** des aides et subventions mobilisables par projet étudié de manière semi-automatisée (veille digitale) et pro-active auprès des guichets et financeurs ; Restitution d'un livrable détaillant, s'ils existent, le ou les dispositifs mobilisables sur les projets confiés à Finances & Territoires avec conseil et assistance dans l'optimisation du financement du projet (Dossier d'analyse des dispositifs mobilisables (DADM)) ;
MONTAGE/ SUIVI	*Étape 3*	**Sélection du/des dispositifs de financement** applicables à chacun des projets du Client pour lesquel(s) le Client souhaite confier le montage du dossier de demande de financement à Finances & Territoires[1] ; étant entendu que Finances & Territoires poursuit en parallèle ses actions de veille sur les dispositifs mobilisables (veille digitale et pro-active) ;
	Étape 4	Pour chaque dispositif de financement sélectionné sur un projet donné, **élaboration du dossier de demande de financement**, assistance au dépôt et suivi de l'instruction des dossiers de demande d'aides financières auprès des différents interlocuteurs, jusqu'à l'obtention de la réponse des autorités compétentes sollicitées.

[1] Chaque dispositif sélectionné fera l'objet d'un Bon de commande

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont constitués :
- Des présentes conditions générales
- Des conditions particulières
- De leurs annexes, dont notamment
    - l'annexe concernant la Description des traitements (RGPD)
    - les bons de commande correspondant aux demandes de montage des Dossiers de demande de financement confiés à Finances & Territoires

Les documents contractuels susmentionnés forment la Convention et expriment l'intégralité des obligations des Parties en relation avec les prestations visées à la Convention. Il est expressément entendu que les conditions générales de vente du prestataire, les conditions générales d'achat du Client, les demandes d'offres ou propositions antérieures, relatives au même objet que la Convention, n'ont pas de valeur contractuelle.

En cas de contradiction entre les dispositions figurant dans les Conditions particulières et celles des Conditions générales et/ou des annexes à la Convention, les Parties conviennent de faire prévaloir les dispositions contenues dans les Conditions particulières.

Il est précisé qu'il y aura un ou plusieurs devis valant bon(s) de commande en cas d'acceptation du Client de confier au prestataire le montage/suivi de demandes de financement. Chaque bon de commande précisera la description du Dossier confié à Finances & Territoires.

Par la signature d'un bon de commande, le Client reconnaît avoir choisi la Mission en fonction de ses besoins, et avoir pleine connaissance et accepter la Prestation concernée et les conditions associées. Le Client reconnaît avoir reçu du Prestataire toutes les informations et conseils qui lui étaient nécessaires pour souscrire au présent engagement en connaissance de cause. Ainsi, les choix effectués par le Client lors de la commande ainsi qu'éventuellement par la suite, demeurent sous son entière responsabilité.

Toute modification de la Convention, notamment du périmètre de la Mission, devra faire l'objet d'un avenant signé entre les Parties.

ARTICLE 4 : ENTREE EN VIGUEUR – DURÉE – FIN - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée définie dans les Conditions particulières et prendra effet à la date de réception de la notification du marché au Prestataire ou de la présente Convention signée.

Il est précisé que la Réunion de lancement ou de cadrage ne pourra se tenir qu'après réception du règlement de l'acompte dû par le Client au Prestataire en application des Conditions particulières.

En particulier, il est expressément convenu que :
- **la Phase de Veille/Recherche/Conseil** telle que définie dans l'Art. 2 des présentes Conditions générales prendra fin au terme de la durée prévue dans les Conditions particulières,
- **la Phase de Montage/Suivi** telle que définie dans l'Art. 2 des présentes Conditions générales prendra fin à la réception du premier versement des aides déposées et obtenues dans le cadre de la Mission confiée au Prestataire ;

Pour les clients soumis aux dispositions relatives à la commande publique,
Si une reconduction est prévue par le marché, dont les caractéristiques restent inchangées et sous réserve que la mise en concurrence ait été réalisée en prenant en compte la durée totale d'exécution dudit marché, cette reconduction pourra avoir lieu tacitement.

Le terme de la Convention ou sa résiliation n'affecte pas le droit à rémunération du Prestataire. La facturation et les clauses afférentes à cette facturation, poursuivront leurs effets nonobstant le terme ou la résiliation de la Convention.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

Le Prestataire s'engage à réaliser la Mission conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au Client les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par ce dernier dans le cadre d'une obligation de moyens.

Le Prestataire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Client avant ou pendant la réalisation de la Mission.

Le cas échéant, le Prestataire pourra être l'interface administrative du Client dans l'accomplissement de la Mission.

Le Prestataire est entièrement responsable de son personnel et en assure la direction effective en toute circonstance. Il gardera en toute circonstance l'autorité hiérarchique et disciplinaire sur son personnel dont il assurera également la gestion administrative, comptable et sociale. Le Prestataire est seul habilité à donner des consignes et directives à son personnel et s'engage expressément à ce que l'effectif nécessaire affecté à l'exécution de ses prestations présente les caractéristiques de formation et de qualification requises pour la bonne exécution de la Mission.

Dans le cadre de son obligation de moyens, le Prestataire pourra sous-traiter certaines parties des prestations objets de la présente Convention et mettra en œuvre, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation qu'il estime nécessaire au moyen des techniques les mieux adaptées pour exécuter les prestations de la présente Convention.

Dans cette hypothèse, le Prestataire prendra toutes les mesures nécessaires au respect de la confidentialité des informations et documents qui lui auront été confiés par le Client.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU CLIENT

Le Client s'engage à collaborer étroitement, régulièrement et de bonne foi avec le Prestataire dans le cadre de l'exécution de la Mission.

En particulier, le Client s'engage à participer activement à toutes les réunions, en mobilisant l'ensemble de ses équipes pour éviter de renouveler des Réunions pour des personnels qui n'auraient pas pu assister aux réunions programmées.

Le Client s'engage à mettre le Prestataire en relation avec tous les intervenants en lien avec le(s) projet(s) d'investissement objet(s) des présentes (AMO, Bureaux d'études, tous les interlocuteurs ou établissements privés ou publics liés au projet, les organismes compétents) et de s'assurer de leur disponibilité et pleine coopération.

Il est expressément convenu entre les Parties que la réalisation de la Mission est strictement conditionnée par la transmission par le Client des informations et documents nécessaires. A ce titre, le Client s'engage à mettre à la disposition du Prestataire, au lancement de la mission et tout au long de celle-ci mais sans excéder 30 jours en cas de demande formulée explicitement par le Prestataire, toutes les informations, éléments et documents nécessaires à la bonne exécution de la Mission. En cas de refus, et de manière plus générale, en cas d'absence de transmission dans les délais imposés par les organismes financeurs ou de transmission partielle au Prestataire, le Client ne pourra en aucune manière mettre en œuvre la responsabilité du Prestataire en ce qui concerne l'exécution de la Mission, et notamment en cas de non-identification ou non-octroi de potentielles Aides financières.

Le Client est le seul garant de l'exactitude des éléments techniques, financiers ou juridiques transmis. En tout état de cause, le Client garantit le Prestataire contre tout recours et réclamation de tiers y compris de la part de toute administration ou organisme, ainsi que de l'ensemble des conséquences financières directes et indirectes (notamment de toutes pénalités, amendes, intérêts, frais d'avocats et de procédure) qui pourraient résulter des demandes de financement constituées par le Prestataire dans le cadre de la Convention, à partir d'informations tronquées, erronées ou falsifiées du fait du Client et/ou des préposés de ce dernier. En particulier, le Client ne pourra pas engager la responsabilité du Prestataire, pour quelque raison que ce soit, dans le cas où les informations mises à la disposition du Prestataire sont inexactes ou incomplètes.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

A l'issue de la prestation « Veille/Recherche/ Conseil », le Prestataire présentera la liste des dispositifs mobilisables par écrit au client. Le Prestataire reconnait et accepte que Client est libre de mettre en œuvre ou non chacun des dispositifs présentés.

Dans l'hypothèse où le Client accepterait la mission de montage des dossiers de demande de financement pour les Dispositifs validés par le(s) bon(s) de commande, il s'engage à en poursuivre la mise en œuvre avec l'assistance du Prestataire jusqu'à réception de la décision de l'organisme instructeur.

Pour chaque Dispositif de financement proposé par le Prestataire et sélectionné par le Client sur un Projet donné, le Client s'engage à valider et à transmettre à l'organisme compétent le Dossier de demande de financement qui aura été élaboré et remis par le Prestataire à celui-ci.

Par ailleurs, le Client s'engage à informer le Prestataire :

- De toute demande de financement relative à ses Projets d'investissement qu'il a lui-même déposée auprès d'organisme(s) financeur(s) ou confiée à un autre prestataire, et ce afin d'assurer le bon déroulement de la Mission. Ces informations devront être communiquées au Prestataire dès la réunion de lancement de la Mission, et quoi qu'il en soit au plus tard 15 jours calendaires, après la signature de la Convention.

- De l'ensemble des Aides financières attribuées ou refusées dans le cadre de la Convention, et ce à la réception de la notification d'attribution ou de refus de toute Aide financière (convention d'attribution ou acte unilatéral d'attribution) ou de toute autre correspondance officielle notifiant l'attribution ou le refus de l'Aide financière, et à en transmettre une copie au Prestataire ;
- De tout versement, par le(s) autorité(s) compétente(s), d'Aide financière sur ses comptes bancaires, ainsi qu'à transmettre au Prestataire, à perception dudit versement, tout document démontrant la perception de ce versement ;

Dans le cadre de la vérification d'éligibilité du Client à certains dispositifs, notamment en lien avec le régime des aides d'Etat, le Client s'engage à transmettre tous les documents, informations, attestations, et notifications d'attribution ou de refus correspondant aux projets et demandes de subventions déposées ou perçues au cours des quatre (4) dernières années.

Les sanctions pour non-respect des engagements

En cas de violation de l'un des engagements prévus au présent article et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet à l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de première présentation de ladite mise en demeure, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire une indemnité égale aux montants hors taxes de la rémunération fixe et variable prévus aux Conditions particulières complétées à l'art 8 des présentes, étant précisé que la rémunération variable sera calculée sur la base des montants demandés dans le(s) dossier(s) de demande de financement livré(s) au Client ou déposé(s) auprès des organismes financeurs/instructeurs.

Par ailleurs, sauf disposition contraire prévue par le marché, ou par les Conditions particulières, en cas de non-respect des engagements visés au présent article, le Prestataire se réserve la possibilité de résilier de plein droit et sans autre formalité la Convention, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant une durée de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de 1ère présentation de ladite lettre, sans préjudice de toute indemnité prévue à la Convention.

ARTICLE 7 : EXCLUSIVITÉ

Afin d'éviter toute équivoque concernant les Aides financières attribuées au Client, il est précisé que le Client confie au Prestataire la Mission telle que définie aux présentes, de manière exclusive, et ce pour toute la durée de la Convention.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

A ce titre, le Client certifie que la présente Mission ne fait l'objet d'aucune exécution concurrente à celle confiée au Prestataire et que l'ensemble des financements obtenus dans le cadre des présentes sera présumé résulter exclusivement de l'intervention du Prestataire, à l'exception des dossiers ou étapes qui auront expressément été exclus du champ d'intervention du Prestataire par le Client lors de la signature de la présente Convention.

En cas de résiliation ou d'interruption de la Mission pour quelque raison que ce soit, le Client s'engage alors à ne pas utiliser les travaux relatifs au Projet réalisés par Finances & Territoires dans le cadre de la Convention et à ne pas déposer de dossiers auprès d'un organisme financeur à partir des éléments communiqués par le Prestataire.

Les sanctions pour non-respect de l'exclusivité de la mission

En cas de manquement du Client dans les cas énoncés ci-dessus et/ou en cas d'absence par le Client d'envoi des documents aux organismes compétents, le Prestataire sera en droit de facturer la rémunération fixe et variable prévue aux Conditions particulières qui sera immédiatement exigible.

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

8.1 – PRIX DE LA PRESTATION

Les conditions financières sont stipulées dans les Conditions particulières.

8.2 – INTERETS MORATOIRES, INDEMNITE FORFAITAIRE ET FRAIS DE RECOUVREMENT

Le non-respect des délais de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain :

- Pour les clients soumis aux dispositions relatives à la commande publique : de l'échéance prévue par le marché jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.
- Pour les autres clients : de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) suivant la mise en paiement du principal.

8.3 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des factures du Prestataire devra s'effectuer :

- Pour les clients soumis aux dispositions relatives à la commande publique par mandat administratif, dans le délai maximum de trente (30) jours calendaires à partir de la réception de la facture par le Client par dépôt sur le portail CHORUS pro.
- Pour les autres clients par virement bancaire dans le délai maximum de trente (30) jours calendaires à partir de la réception de la facture par le Client par courriel ou par courrier.

Conformément aux dispositions légales, le taux de TVA en vigueur sera appliqué aux factures établies.

Il est convenu entre les parties que le Prestataire se réserve le droit de mobiliser ses créances, auprès de l'établissement bancaire qu'il aura choisi sous son entière responsabilité.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

- Pour les clients soumis aux dispositions relatives à la commande publique, dans cette hypothèse, les dispositions des articles L.2191-8 et R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique seront mises en œuvre.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

Dans le cadre de l'exécution de sa Mission et en toutes circonstances, le Prestataire est tenu à une obligation de moyens.

La présente Convention a pour objet la recherche et, le cas échéant, le montage, pour le compte du Client, de tout type de financement en l'état des connaissances du Prestataire. Le Prestataire s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour répondre à la Mission sous réserve de la compatibilité du projet avec le financement ainsi que de son état d'avancement.

En particulier, la responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée à quelque titre que ce soit en cas, d'absence de dispositif mobilisable, d'information erronée reçue d'un organisme financeur sur les critères d'éligibilités ou des conditions d'attribution d'un dispositif tout comme d'une interprétation des règlements d'intervention de l'organisme instructeur ou financeur. Sa responsabilité ne saurait donc être engagée également en cas de refus des autorités compétentes d'une demande de financement (aides ou subventions financières), de manquement du Client à ses obligations contractuelles ou en cas de mauvaise utilisation par le Client de ses conseils ou préconisations.

En tout état de cause, le Prestataire reste responsable exclusivement du préjudice direct qu'il causerait dans le cadre de l'exécution de la Mission, dont le Client apportera la preuve.

Le Prestataire atteste avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance un contrat responsabilité civile dont les référence sont les suivantes : MMA MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE N° 146339252.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ

Chaque Partie s'engage à conserver, durant la prestation, un caractère strictement confidentiel à toute information ou donnée ou à tout document, quels qu'en soient la nature ou le support, qui relèvent du secret industriel et commercial et des affaires. Toutefois, les présentes vaudront par ailleurs autorisation de communiquer les informations recueillies auprès de l'autre Partie au Cabinet d'avocats qu'elle aura mandaté en cas de procédure judiciaire portant sur la validité ou sur l'exécution de la Convention.

Par exception, de convention expresse entre les Parties, le Client autorise le Prestataire à communiquer toute information utile aux bureaux d'études et cabinets spécialisés mandatés par le Prestataire pour une analyse de faisabilité sur des solutions techniques, fiscales ou autre, potentiellement mobilisables, sur les projets confiés dans le cadre de la Mission.

Les Parties s'engagent à ne pas utiliser, directement ou indirectement, les informations, données et documents communiqués dans un but autre que celui de l'exécution de la Convention et à ne les divulguer qu'aux membres de leur personnel directement concernés par l'exécution de la Mission.

Chaque Partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun tiers n'ait accès aux informations, données et documents communiqués et veillera à respecter et faire respecter par son personnel et ses représentants l'ensemble des obligations de confidentialité.

Les Parties pourront demander à enregistrer les réunions en visioconférence notamment en cas d'absence d'un participant. Dans ce cas, les enregistrements resteront confidentiels et uniquement destinés à la bonne exécution de la présente Convention.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux informations, données et documents dont la Partie réceptrice pourra apporter la preuve à la Partie divulgatrice qu'ils étaient déjà en sa possession de manière régulière au moment où la Partie divulgatrice les lui a transmis et/ou qu'ils étaient déjà tombés dans le domaine public sans violation des obligations prévues au présent article et/ou qu'ils ont été développés par la Partie Réceptrice de manière indépendante.

Cette obligation de confidentialité est applicable à compter de la signature de la présente Convention et pendant toute sa durée.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ARTICLE 11 – COMMUNICATION

Le Client autorise le Prestataire à utiliser la référence commerciale qu'il entretient avec lui en utilisant la dénomination du Client, sa marque semi-figurative.

Le Client accepte par ailleurs de recevoir la Newsletter diffusée par le Prestataire, et pourra en interrompre la réception à tout moment sur simple demande.

ARTICLE 12 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le prestataire reste seul propriétaire de ses Connaissances propres.

La communication à l'autre Partie d'une Connaissance propre ne peut en aucun cas être considérée comme la concession à cette Partie d'un quelconque droit d'exploitation sur ladite connaissance propre, sauf disposition expresse contraire.

Le Client s'engage à ne pas publier, reproduire, traduire, adapter ou utiliser les Connaissances propres et les documents élaborés spécifiquement par le Prestataire dans le cadre de la Mission sauf autorisation expresse de ce dernier. Cela vaut, en particulier, pour les documents constitutifs du dossier d'analyse des aides mobilisables (DADM).

Les personnes employées, collaborateurs, prestataires et/ou sous-traitants du Client ayant reçu communication des documents élaborés par le Prestataire seront informés de leur caractère confidentiel entraînant l'interdiction de toute divulgation ou diffusion au profit de tiers sous quelque forme que ce soit, sauf dans le cadre de l'objet de la Convention.

En cas de non-respect par le Client des présentes dispositions, le Client s'engage à indemniser le Prestataire de son préjudice à hauteur d'une somme forfaitaire de dix mille (10.000) euros immédiatement exigibles.

ARTICLE 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES (RGPD)

Le Client, s'agissant des données à caractère personnel dont il est responsable et notamment celles auxquelles le Prestataire aurait accès au titre de l'exécution des prestations, est tenu de prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Pour le cas où les prestations confiées par le Client au Prestataire comporteraient un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Client, il appartient à ce dernier de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité offertes par le Prestataire sont en adéquation avec le niveau de précaution que le Client doit prendre au regard de son obligation de sécurité des données à caractère personnel dont il est responsable, et que les garanties présentées par le Prestataire à cet effet sont suffisantes.

Dans ce cadre, le Prestataire ne peut agir que sur instruction du Client et s'oblige, sauf instruction contraire de ce dernier, à :

- Ne pas traiter, consulter les données ou les fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution des prestations qu'elle effectue au titre des présentes ;
- Ne pas insérer dans les fichiers des données étrangères ;
- Ne pas consulter ou traiter de données autres que celles concernées par les prestations et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- Ne pas divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données concernées.

Les Parties conviennent de définir la notion d'instruction comme étant acquise lorsque le Prestataire agit dans le cadre de l'exécution des présentes. Les traitements de données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution des présentes sont décrits en annexe 1.

Les Parties sont également convenues de définir les mécanismes de sécurité et de protection nécessaires afin d'assurer sa conformité au RGPD.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ARTICLE 14 : LOI APPLICABLE – JURIDICTION COMPÉTENTE

La Convention est soumise à la loi française.

Si un différend survenait à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la Convention, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice

Tout litige relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente Convention relèvera de la compétence

- Du tribunal de commerce de Paris lorsque la présente Convention est un contrat de droit privé ;
- Du tribunal administratif de Paris si la présente Convention est un marché public.

Fait en double exemplaire,

A BASSENS
le 07/10/22

Pour le Prestataire*
Pierre-Antoine FONTANEL
Directeur Général
lu et approuvé, bon pour accord

Finances & Territoires
SIREN 798 665 790
L'Amiral - 2A Rue Simone Veil
73000 Bassens - France
04 69 96 61 60

A Brie Cte Robert
le 07. 10. 2022

Pour le Client*
Nom Prénom Jonathan WOTSV
Fonction 1ère Vice-présidente de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
77170

---

* *Nom, fonction, cachet et signature précédés de la mention « lu et approuvé, bon pour accord ».*
* *Merci de parapher toutes les pages en recto/verso de la présente convention*
Non applicable en cas de signature électronique

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221007-41-2022_D-CC
Date de télétransmission : 11/10/2022
Date de réception préfecture : 11/10/2022

Finances & Territoires

ANNEXE N°1
DESCRIPTION DES TRAITEMENTS RGPD

En qualité de sous-traitant, le Prestataire est autorisé à traiter pour le compte du Client les Données Personnelles nécessaires pour fournir, selon les termes de la Convention, les prestations suivantes : l'accompagnement dans les demandes d'aides et de financement de projets d'investissement.

La ou les finalité(s) du traitement sont :
- La préparation, la réalisation, le suivi et la fourniture des prestations et services décrits à la Convention ;
- La communication aux interlocuteurs autorisés par le Client dans le cadre de la Convention.

La nature des opérations pouvant être réalisées sur les données est :
- Etude des projets ;
- Accompagnement dans le cadre de demandes d'aides au financement auprès des Autorités compétentes ;
- Conservation des données afin d'assurer la défense des intérêts du Client en cas de contrôle par les Autorités administratives compétentes.

Les données à caractère personnel pouvant être traitées sont :
- Nom, prénoms, coordonnées (adresse de courriel et adresse postale);
- Fonction, CV le cas échéant, type de contrat signé, statut, date d'ancienneté, données de paie (comportant notamment le taux de prélèvement à la source), données relatives à la situation familiale du salarié ;
- Données salariales de l'année, temps de présence/absence, diplôme.

Certaines de ces données peuvent être sensibles compte tenu de la nature de leur contenu.

Les données à caractère personnel concernent les catégories suivantes de personnes : Personnels salariés ou agents du Client (tout type de contrat), prestataires externes.

Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires suivants ou des catégories suivantes de destinataires :
- Personnels salariés ou agents du Client ;
- Organismes compétents (notamment organismes gestionnaires de fonds publics).

La durée du traitement spécifique est limitée à la durée de la Convention et la durée nécessaire en cas de survenance d'un litige commercial le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 43-2022
Objet : EDF - Contrat de fourniture d'électricité pour le futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie - Contrat N° 1-KVX1FJQ

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet 2020 et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président,

Vu la délibération N° 47-2022 portant acquisition d'un bien immobilier, futur siège de l'intercommunalité,

Vu la réglementation des marchés publics,

Considérant la nécessité d'établir un contrat de fourniture d'électricité pour le futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie sis ZI la Haie Passart, Lot rue Léonard de Vinci, 77170 Brie-Comte-Robert,

Vu la proposition présentée par EDF Collectivités, société dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30 avenue de Wagram, domicilié à Smart Side, 4 rue Floréal, 75107 Paris,

DECIDE

Article 1er : D'accepter la proposition de la société Electricité De France - Contrat N° 1-KVX1FJQ pour la fourniture d'électricité du futur siège de la Communauté de communes de l'Orée de la Brie - Acheminement 22156150487501 à compter du 13 octobre 2022 pour une durée de vingt-quatre mois, aux tarifs applicables suivants :

- **Abonnement mensuel = 38,41 € HT.**
- **Prix de l'énergie = 31,862 c€ / kWh HT.**
- **Dont coût de capacité = 0,405 c€ / kWh HT.**

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents s'y rapportant.

Article 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 4 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 5 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 12 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes.

Affichée le : 17.10.2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

EDF Collectivités

Contrat Garanti
n° 1-KVX1FJQ
Référence Client 1-RVDEG

Conditions particulières complétant les Conditions Générales de vente

Entre

COMMUNAUTE DE COMMUNES L OREE DE LA BR domicilié(e) à 1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT, immatriculé(e) au Répertoire national des entreprises sous le n°247700644, représenté(e) par Monsieur JEAN LAVIOLETTE dûment habilité(e) à cet effet, et désigné(e) dans les conditions générales et particulières de vente par "**le Client**",

d'une part,

et

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, Société Anonyme au capital social de 1 943 290 542 euros, dont le siège social est situé à Paris 8e, 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, domicilée à SMART SIDE - 4 RUE FLOREAL 75017 PARIS, représentée par Nelly RECROSIO, dûment habilitée à cet effet, et désignée ci-après par "**EDF**",

d'autre part,

Le Client et EDF pouvant également être désignés chacun et chacune ou collectivement par "la Partie" ou "les Parties".

Les termes avec une majuscule dans les présentes conditions particulières sont définis dans les Conditions Générales de Vente.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

PREAMBULE

Le Client reconnaît expressément que le présent Contrat, a été passé conformément aux dispositions du code de la commande publique et en application de vos règles internes d'achat.

Article 1 : Documents contractuels

Par "Contrat" les Parties conviennent expressément d'entendre les documents suivants, à l'exclusion de tout autre :

- les présentes conditions particulières et ses annexes,
- les Conditions Générales de Vente intitulées "Conditions Générales de Vente pour la fourniture d'électricité par EDF, l'accès au réseau public de distribution et son utilisation, dans le cadre d'un contrat unique", en vigueur à la date de signature du présent Contrat, disponibles sur le site internet edf.fr/collectivites. Le Client est réputé en avoir pris connaissance et déclare les accepter expressément.

En cas de conflit d'interprétation, les présentes conditions particulières prévalent sur les Conditions Générales de Vente.

Article 2 : Site(s) objet(s) du Contrat

Nom du site	Adresse du site	Siret du site
CC DE L OREE DE LA BRIE	ZI HAIE PASSART LOT RUE LEONARD DE VINCI 77170 BRIE COMTE ROBERT	

Référence acheminement	Formule tarifaire acheminement (TURPE)	Compteur communicant	Puissance souscrite en KVA
22156150487501	BT<=36 kVA CU (2)	Ouvert nouveaux services	36

Article 3 : Modification du périmètre du contrat

Dans le cadre du Contrat et par dérogation à l'article "Cession d'un ou plusieurs Sites" des Conditions Générales de Vente, le Client a la possibilité d'intégrer, à l'exception des sites situés sur le territoire d'Entreprise(s) Locale(s) de Distribution, ou de retirer, un ou plusieurs Site(s) au périmètre du Contrat dans les conditions prévues ci-après :

- le Client informera EDF conformément aux modalités décrites à l'article 8 au moins trente (30) jours avant la date souhaitée de l'intégration ou du retrait en précisant les caractéristiques du ou des Site(s) concernés (raison sociale, référence acheminement RAE, GRD, adresse de facturation, date d'intégration et/ou de retrait souhaitée),
- les Sites intégrés devront disposer d'une horosaisonnalité de fourniture identique à celles des Sites déjà inclus au périmètre du Contrat. Ils seront alors intégrés aux conditions de prix de l'horosaisonnalité correspondante.
- Le nombre de sites objet de la demande d'intégration et des sites intégrés au périmètre du Contrat au titre d'une précédente demande d'intégration ne devra pas dépasser 20% du nombre de sites total souscrits au Contrat initial.
- En cas de demande de retrait de sites, le nombre des Sites objet de la demande de retrait et des sites retirés du périmètre du Contrat au titre d'une précédente demande de retrait ne devra pas dépasser 20 % du nombre de sites total souscrits au Contrat initial.

Pour toute demande respectant les conditions prévues ci-dessus au présent article, la modification du périmètre contractuel fera l'objet d'un avenant. Les autres conditions du Contrat, notamment financières, demeureront inchangées.

Dans le cas où les conditions d'intégration de sites précédentes ne sont pas remplies et dans la mesure où l'horosaisonnalité du Site à intégrer n'est pas différente de celle des Sites déjà inclus au périmètre du Contrat :

- à réception et dans les plus brefs délais EDF transmettra au Client une proposition de prix pour le ou les site(s) concerné(s),
- en cas d'acceptation par le Client formalisée par écrit, EDF lui transmettra un avenant au Contrat que le Client s'engage à signer et à retourner à EDF dans les plus brefs délais,
- la date de prise d'effet de l'avenant interviendra à la date de la réalisation par le GRD des prestations nécessaires à chaque modification de périmètre,
- en tout état de cause, elle devra intervenir au plus tard 3 mois avant la date d'échéance du présent Contrat.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

Dans l'hypothèse où l'horosaisonnalité du Site à intégrer est différente de celles des Sites déjà inclus au périmètre du Contrat, le Site ne pourra pas être intégré au Contrat.

La modification du périmètre des Sites peut entraîner la facturation de frais par le GRD à EDF dans le cadre de l'exécution du Contrat GRD-F. Dans cette hypothèse, ces frais seront refacturés à l'identique par EDF au Client, en application du Contrat unique.

Article 4 : Horosaisonnalité des prix de la fourniture d'électricité

Le Client n'a pas choisi d'horosaisonnalité pour son Site. Toutes les consommations seront facturées au même prix unitaire indiqué à l'article suivant.

Article 5 : Prix

Les prix indiqués dans le présent article sont hors taxes et impôts. Ils seront majorés de plein droit du montant des taxes, impôts ou contribution de toute nature, tel que supporté par EDF au titre du Contrat.

Ces prix sont composés d'un abonnement et d'un ou de plusieurs prix de l'énergie en c€/kWh. Chacun de ces termes intègre la part acheminement fixée selon le TURPE dont les valeurs sont accessibles sur le site de la CRE www.cre.fr

Toute évolution du TURPE préalablement à la prise d'effet du Contrat ou au cours de ce dernier sera répercutée de plein droit dans les mêmes proportions sur ces prix sur la base des Formules Tarifaires Acheminement (FTA) suivantes : TURPE CU 1 Poste pour les sites hors Eclairage Public souscrits en 1 poste, TURPE MU DT pour les sites hors Eclairage Public souscrits en 2 postes, TURPE CU 4 Poste pour les sites hors Eclairage Public souscrits en 4 postes, TURPE LU 1 Poste pour les sites Eclairage Public souscrits en 1 poste.

Abonnement €/mois HT	38,41
Énergie c€/kWh HT	31,862
Dont Coût de Capacité c€/kWh HT	*0,405*

Ces prix sont déterminés pour la durée du Contrat sous réserve des évolutions prévues à l'article "Autres évolutions Législatives et/ou réglementaires" des Conditions Générales de Vente.

Les articles L 335-1 à L335-8 et R335-1 à R335-53 du Code de l'Energie instaurent un mécanisme d'obligation de capacité, obligeant les fournisseurs à justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe de leurs clients. Pour cela, ils doivent acquérir des garanties de capacité auprès d'exploitants de capacité (de production ou d'effacement). Ces dispositions sont complétées par les règles du mécanisme de capacité, prises par arrêté ministériel et publiées au Journal Officiel, conformément à l'article R335-32 du code de l'énergie.

Le coût de la capacité issu du mécanisme de capacité et supporté par EDF au titre du Contrat est inclus dans les prix de la fourniture. Il est notamment calculé sur la base :

- d'un prix de capacité :
  - pour l'Année de Livraison correspondant à l'année d'entrée en vigueur de la grille des prix appliqués au présent Contrat, le prix de capacité est égal au prix résultant de la dernière Enchère organisée par EPEX avant le début de l'Année de livraison. Pour l'année 2022, ce prix est égal à 23,8999 €/kW,
  - pour les Années de Livraison N ultérieures, le prix capacité est égal à la moyenne des prix de chaque Enchère organisée par EPEX pour l'année N, et comprise entre la date d'entrée en vigueur de la grille des prix appliqués au présent Contrat, soit le 01 août 2022, et le premier jour de livraison de l'année N.
- du coefficient de sécurité fixé par le ministère de l'Energie (après avis de la CRE) en vigueur pour l'année de livraison N. Il est égal à 0,98 pour l'année de livraison 2022. Au-delà de cette échéance, la valeur du coefficient de sécurité sera celle en vigueur pour l'année N à la date de livraison.

Avec :
Année de Livraison : année calendaire au cours de laquelle intervient la livraison.
Enchère : pour chaque Année de livraison, EPEX réalisera une à plusieurs enchères sur un marché organisé des garanties de capacité.
EPEX : European Power Exchange, gestionnaire de la bourse des marchés SPOT de l'électricité européens.

Les évolutions du coût capacité seront répercutées à la hausse ou à la baisse de plein droit au Client dans les prix de fourniture, au 1er janvier de chaque année.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

Article 6 : Modalités de facturation et de règlement

Les factures sont adressées à :

Compte de facturation	Adresse de facturation
CC DE L OREE DE LA BRIE	1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Le Client a choisi de régler ses factures par le moyen de paiement défini ci-dessous :

Rythme de facturation	Moyen de paiement	Délai de Paiement
Bimestriel	Virement avec Mandatement	15 Jours A Emission de Facture

Par dérogation à l'article "Paiement des factures et pénalités de retard" des Conditions Générales de Vente, et en application des dispositions fixées aux articles R 2192-31 à 36 du code de la commande publique, à défaut de paiement intégral à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, les sommes restant dues sont majorées de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de 8 points.

En outre, en cas de retard de paiement le Client sera également débiteur de plein droit, par facture impayée dans les délais, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant fixé à 40 euros. Si EDF exposait des frais de recouvrement supérieurs au montant prévu ci-avant, EDF pourrait demander au Client une indemnisation complémentaire sur justification.

En application de l'article 256 du Code général des Impôts, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ ne sont pas soumis à TVA.

Sauf dans l'hypothèse énoncée à l'article R2192-27 du code de la commande publique, en cas de contestation de la facture, l'obligation de paiement n'est pas suspendue.

Article 7 : Durée, résiliation

7.1 Durée

Le Contrat prend effet le 13 octobre 2022, sous réserve de la réalisation des conditions figurant à l'article "Entrée en vigueur et Prise d'effet" des Conditions Générales de Vente pour une durée de 24 (vingt-quatre) mois.

7.2 Résiliation

En complément des conditions de résiliation prévus à l'article "Résiliation" des Conditions Générales de Vente, le Client pourra résilier le contrat pour un motif d'intérêt général dûment justifié et sans faute d'EDF et moyennant un préavis de 60 jours. EDF sera alors indemnisée du préjudice qu'elle subit du fait de cette résiliation à hauteur des pertes constatées et du gain manqué sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être demandés

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221012-43-2022_D-CC
Date de télétransmission : 17/10/2022
Date de réception préfecture : 17/10/2022

Article 8 : Correspondance

Toute correspondance relative à l'exécution du Contrat devra être adressée exclusivement à l'attention de :

Pour EDF,
Collectivités Ile de France
SMART SIDE - 4 RUE FLOREAL
75017 PARIS

Pour le Client,
Référence client 1-RVDEG
Monsieur JEAN LAVIOLETTE

ou leurs successeurs éventuels. En cas de modification d'interlocuteur, d'adresse e-mail ou d'adresse postale notamment, l'autre Partie en est alors informée dans les meilleurs délais.



Conformément à la règlementation en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer par courrier électronique à l'adresse : vosdonnees@edf.fr ou par courrier à l'adresse de votre facture en justifiant de votre identité.

Si toutefois vous rencontrez des difficultés, vous pouvez aussi vous adresser au délégué à la protection des données personnelles d'EDF par courrier électronique à l'adresse : informatique-et-libertes@edf.fr ou par courrier Tour EDF - 20, Place de la Défense - 92050 Paris - La Défense Cedex.

Origine 2020 de l'électricité vendue par EDF : 74,5% nucléaire, 17,1% renouvelables (dont 7,2% hydraulique), 0,3% charbon, 7,7% gaz, 0,4% fioul. Indicateurs d'impact environnemental sur www.edf.fr

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 44-2022
Objet : Achatpulic.com - Abonnements dématérialisation des marchés publics

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes de l'orée de la Brie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président et aux Vice-présidents,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie utilise la plateforme achatpublic.com pour la publication des avis et la dématérialisation des procédures d'achat,

Considérant que l'abonnement avec la plateforme achatpublic.com arrive à échéance,

Considérant la nécessité pour la Communauté de communes de disposer d'une solution dématérialisée pour la publication, la passation et l'archivage de ses marchés et contrats publics,

Considérant les propositions de réabonnement transmise par achatpublic.com,

DECIDE

Article 1er : D'accepter les trois abonnements avec achatpublic.com sis 10 place du Général De Gaulle - BP 20156 ANTONY Cedex pour un montant global annuel de 2 108 € HT soit un montant 2 529,60 € TTC :

- *Bon de commande SO40874* - Abonnement profil acheteur : solution de base incluant la mise en ligne des procédures pour un montant de 1 200 HT soit 1 440 € TTC.

- *Bon de commande SO40875* - Abonnement REAP : module d'envoi des données REAPS à l'observatoire de la commande publique et la redevance annuelle pour un montant de 218 € HT soit 261,30 € TTC.

- *Bon de commande SO40876* - Abonnement stockage donnée : stockage de l'intégralité des données liées aux consultations quelque soit le volume archivé, l'annulation de la suppression des consultation et la redevance annuelle pour un montant de 690 HT soit 828 € TTC.

Article 2 : De dire que la période d'abonnement sera du 1er décembre 2022 au 1er décembre 2023.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les bons de commandes annexés ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Article 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 5 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 6 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 21 octobre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Président de la Communauté de communes



Affichée le : 28. 10. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40874
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Le Profil acheteur - Dématérialisez vos marchés publics

Avec le *Profil acheteur* d'achatpublic.com, lancez l'ensemble de vos marchés publics en toute sécurité.
Conçu par et pour les acheteurs publics, il vous permet de gérer très simplement l'ensemble de vos procédures de marchés à l'aide d'outils intuitifs, ergonomiques et performants.
Pour gagner en visibilité, prenez l'option de personnalisation graphique, elle vous permettra d'intégrer la liste de vos marchés en cours ainsi que vos avis d'attribution sur le site web de votre organisme.
De nombreuses options sont disponibles afin de vous proposer un Profil acheteur qui corresponde à vos besoins et vos pratiques.

Profil acheteur

Abonnement Profil acheteur [2.PA.AR.01] **Période du 01/12/2022 au 01/12/2023** Profil acheteur achatpublic.com Abonnement annuel Solution de base incluant la mise en ligne de vos procédures (DCE et Avis) dans le respect du Code de la commande publique. Les prestations incluses dans l'offre sont les suivantes : o Hébergement et maintenance corrective, évolutive et réglementaire o l'assistance et le support aux utilisateurs de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés (tél/email/fax) o Module de publication pour génération puis envoi de l'avis vers l'ensemble des organismes de publication o Module de questions réponses o Module d'envoi de recommandés électroniques o E-Dume o Module "données essentielles" L'abonnement arrivera à expiration dès lors que le nombre de procédures qui le compose aura été utilisé ou que la date d'échéance aura été dépassée.	1 200.00 €
TOTAL	**1 200.00 €**

TOTAL prestation soumise à TVA	1 200.00 €
TOTAL prestation non soumise à TVA – *exonération sur les prestations de formation*	0.00 €
20.0 - TVA collectée (vente) 20,0%	240.00 €
TOTAL TTC	**1 440.00 €**

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40874
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Validité du bon de commande : 2 mois

Conditions de règlement : le prix est payable en totalité et en un seul versement, dès réception de la facture correspondante.
Pour les abonnements de 2 ans ou 3 ans, chaque année sera facturée à la date d'échéance de l'année écoulée.

Contact pour le suivi de la commande
Nom, email et téléphone
Mme Bardoy Carine
01.60.62.15.81.
Communauté@loreedelabrie.fr.

Adresse de facturation
1 place de la gare
77170 Brie Comte Robert.

Date, nom et qualité du signataire
Signature et cachet obligatoire
le 25/10/2022
M. Jean LAVIOLETTE
Président,

C.C. de l'OREE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

SIRET : 24770064400021
CODE SERVICE : —
NUMERO ENGAGEMENT : —

Pascaline GOJIN

Signature numérique de Pascaline GOJIN
Date : 2022.11.03 14:20:04 +01'00'

achatpublic.com - 10 place du general de gaulle - bp 20156 antony parc 2 92186 ANTONY CEDEX - 01 79 06 76 00 - 01 79 06 79 76 - contact@achatpublic.com
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.295.590,88€ - SIRET 447 854 621 00045 - APE 5829C

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40875
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Le Profil acheteur - **Dématérialisez vos marchés publics**

Avec le *Profil acheteur* d'achatpublic.com, lancez l'ensemble de vos marchés publics en toute sécurité.
Conçu par et pour les acheteurs publics, il vous permet de gérer très simplement l'ensemble de vos procédures de marchés à l'aide d'outils intuitifs, ergonomiques et performants.
Pour gagner en visibilité, prenez l'option de personnalisation graphique, elle vous permettra d'intégrer la liste de vos marchés en cours ainsi que vos avis d'attribution sur le site web de votre organisme.
De nombreuses options sont disponibles afin de vous proposer un Profil acheteur qui corresponde à vos besoins et vos pratiques.

Profil acheteur

Abonnnement REAP [1.REAP.AR.01]	**218.00 €**
Module REAP	
Module d'envoi des données REAP à l'Observatoire de la Commande Publique	
Redevance annuelle	
L'abonnement prend effet à la date de mise à disposition du service	
TOTAL	**218.00 €**

TOTAL prestation soumise à TVA	218.00 €
TOTAL prestation non soumise à TVA – *exonération sur les prestations de formation*	0.00 €
20.0 - TVA collectée (vente) 20,0%	43.60 €
TOTAL TTC	**261.60 €**

Validité du bon de commande : 2 mois

Conditions de règlement : le prix est payable en totalité et en un seul versement, dès réception de la facture correspondante.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40875
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Contact pour le suivi de la commande
Nom, email et téléphone

Mme Borduy Carine
01.60.62.15.81
Communaute@loreedelabrie.fr

Adresse de facturation

1 place de la gare
77170 Brie Conte Robert.

Date, nom et qualité du signataire
Signature et cachet obligatoire

le 25/10/2022
M. Jean LAVIOLETTE
Président,

C.C. de l'OREE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

SIRET : 24770064400021
CODE SERVICE : —
NUMERO ENGAGEMENT : —

achatpublic.com - 10 place du general de gaulle - bp 20156 antony parc 2 92186 ANTONY CEDEX - 01 79 06 76 00 - 01 79 06 79 76 - contact@achatpublic.com
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.295.590,88€ - SIRET 447 854 621 00045 - APE 5829C

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40876
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Le Profil acheteur - **Dématérialisez vos marchés publics**

Avec le *Profil acheteur* d'achatpublic.com, lancez l'ensemble de vos marchés publics en toute sécurité.
Conçu par et pour les acheteurs publics, il vous permet de gérer très simplement l'ensemble de vos procédures de marchés à l'aide d'outils intuitifs, ergonomiques et performants.
Pour gagner en visibilité, prenez l'option de personnalisation graphique, elle vous permettra d'intégrer la liste de vos marchés en cours ainsi que vos avis d'attribution sur le site web de votre organisme.
De nombreuses options sont disponibles afin de vous proposer un Profil acheteur qui corresponde à vos besoins et vos pratiques.

Profil acheteur

Abonnement Stockage Données [2.PA.AR.SD.01]		**890.00 €**
achatpublic.com	*Remise exceptionnelle*	*- 200.00 € (- 22.47%)*
Stockage de l'intégralité des données liées à vos consultations quelque soit le volume archivé.		***690.00 €***
Annulation de la suppression des consultations		
Redevance annuelle		
L'abonnement prend effet à la date de mise à disposition du service.		
REMISE VALABLE POUR TOUTE SOUSCRIPTION AVANT LE 30 NOVEMBRE 2022		
TOTAL		**690.00 €**

TOTAL prestation soumise à TVA	690.00 €
TOTAL prestation non soumise à TVA – *exonération sur les prestations de formation*	0.00 €
20.0 - TVA collectée (vente) 20,0%	138.00 €
TOTAL TTC	**828.00 €**

Validité du bon de commande : 2 mois
Conditions de règlement : le prix est payable en totalité et en un seul versement, dès réception de la facture correspondante.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221021-44-2022_D-CC
Date de télétransmission : 28/10/2022
Date de réception préfecture : 28/10/2022

Responsable du compte :
STEPHANE ROUSSEAU
stephane.rousseau@achatpublic.com
tel : 01 79 06 70 33 - fax : 01 79 06 79 76

achatpublic.com

BON DE COMMANDE

Référence	SO40876
Numéro client	CP104967
Date	13/10/2022

CC OREE DE BRIE
A l'attention de Madame/Monsieur FERRARIO ELODIE
1 PLACE DE LA GARE 77170 BRIE COMTE ROBERT

Contact pour le suivi de la commande
Nom, email et téléphone

Mme Bordy Carine
01.60.62.15.81.
Communaute@loreedelabrie.fr

Adresse de facturation

1 place de la gare
77170 Brie Comte Robert.

Date, nom et qualité du signataire
Signature et cachet obligatoire

le 25/10/2022
M. Jean LAVIOLETTE
Président

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

SIRET : 24770064400021
CODE SERVICE : ____
NUMERO ENGAGEMENT : ____

achatpublic.com - 10 place du general de gaulle - bp 20156 antony parc 2 92186 ANTONY CEDEX - 01 79 06 76 00 - 01 79 06 79 76 - contact@achatpublic.com
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.295.590,88€ - SIRET 447 854 621 00045 - APE 5829C

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_D-CC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Communauté de communes
L'Orée de la Brie
Brie-Comte-Robert • Chevry-Cossigny • Servon • Varennes-Jarcy

1 place de la Gare
77170 Brie-Comte-Robert

Tél. : 01 60 62 15 81
E-mail : communaute@loreedelabrie.fr

DECISION

N° 45-2022
Objet : Marché public de prestations intellectuelles - Mission d'assistance et de conseils juridiques et financiers dans le cadre de l'exécution du contrat de concession de services du centre aquatique L'Oréade

Jean LAVIOLETTE, Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L.5211-10,

Vu les délibérations N° 23-2020 et N° 48-2020 des Conseils communautaires des 11 juillet et 21 octobre 2020 portant délégation générale au Président et aux Vice-présidents,

Vu la délibération N° 23-2019 en date du 24 avril 2019 relatif à l'approbation du choix du délégataire pour la délégation de service public du centre aquatique L'Oréade,

Considérant que la Délégation de Service Public (DSP) du centre aquatique, L'Oréade, a été renouvelée le 28 juin 2019 avec la société Equalia pour une durée de sept (7) ans,

Considérant que la Communauté de communes de l'Orée de la Brie a été saisie par le délégataire pour une demande indemnitaire au titre des charges énergétiques engagées au-delà des comptes d'exploitation prévisionnels via la passation d'un avenant,

Considérant qu'il convient pour la Communauté de communes de l'Orée de la Brie de se faire accompagner sur ce sujet en particulier et sur les questions juridiques et financières de cette délégation d'une manière générale,

Considérant la proposition de SELARL Chamming's Avocats, Marché public de prestations intellectuelles - Mission d'assistance et de conseils juridiques et financiers dans le cadre de l'exécution du contrat de concession de services du centre aquatique L'Oréade,

Considérant que cette proposition repose sur un mécanisme de bons de commande à la demande uniquement inluant d'ores et déjà une proposition relative à la demande d'EQUALIA mentionnée au deuxième considérant,

DECIDE

Article 1er : D'accepter le présent accord cadre à bons de commande pour le marché public de prestations intellectuelles avec SELARL CHAMMING'S AVOCATS sise 73 rue Leyteire à Bordeaux (33000) qui est passé sans minimum et avec un maximum de 39 999,00 € HT reconductions comprises soit 47 998,80 € TTC.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_D-CC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Article 2 : D'accepter la première mission d'assistance juridique et financière relative à la demande de la société Equalia dont le montant s'élèvera à 6 887,50 € HT soit 8 265,00 € TTC, à savoir :
- Analyse des documents. Observations et préconisations + visio d'échanges.
- Rédaction d'un projet de convention indemnitaire ou avenant + suivi nécessité commission DSP selon impact financier.
- Revue impacts financiers, cohérence et contrôle des annexes financières + échanges divers.
- Négociation et finalisation.
- Projets de délibération et formalités.

Article 3 : De dire que le présent marché est conclu pour une durée d'un an et est reconductible tacitement par période d'une année sans pouvoir excéder quatre ans.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les documents annexés ainsi que tous les documents s'y rapportant.

Article 5 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de l'année en cours.

Article 6 : De dire que conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de cette décision au prochain Conseil communautaire.

Article 7 : De dire que la présente décision peut être l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou via la plateforme www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Fait à Brie-Comte-Robert, le 07 novembre 2022.

Jean LAVIOLETTE
Le Président de la Communauté de communes



Affichée le : 10. M. 2022

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_D-CC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

L'Orée de la Brie

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ACTE D'ENGAGEMENT

Valant Cahier des Clauses Particulières

Sommaire

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ 2
Article 2 - CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS - MISSIONS 2
Article 3 - IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE 2
Article 4 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE 3
4.1. Nom, prénom et qualité du signataire 3
4.2. Engagement du Titulaire 3
Article 5 - PRIX DU MARCHÉ 3
5.1. Révision des prix 4
Article 6 - DURÉE DU MARCHÉ 5
Article 7 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ 5
Article 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ 5
Article 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES 5
9.1. Obligations du Titulaire 5
9.2. Obligations de la personne publique 6
9.3. Garantie de confidentialité 6
Article 10 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 6
Article 11 - AVANCE 6
Article 12 - MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION 6
Article 13 - DÉLAI DE PAIEMENT – INTÉRETS MORATOIRES 7
Article 14 - PÉNALITES DE RETARD 7
Article 15 - RÈGLEMENT DES LITIGES 7
Article 16 - RÉSILIATION DU MARCHÉ 7
Article 17 - ASSURANCES 7
Article 18 - SOUS TRAITANCE 7
Article 19 - PRISE D'EFFET 7
Article 20 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX 8
ANNEXE 1 – ATTESTATION D'ASSURANCE ET RIB 9

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_D_GC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Mission d'assistance et de conseils juridiques et financiers pour la Communauté de Communes de l'Orée de la Brie (ci-après CCOB) dans le cadre de l'exécution du contrat de concession de services du centre aquatique l'OREADE.

Le présent marché est passé en application des articles R.2122-8 et R.2162.13 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATIONS - MISSIONS

La CCOB est saisie par le délégataire d'une demande indemnitaire au titre des charges énergétiques engagées au-delà des comptes d'exploitation prévisionnels via la passation d'un avenant.

L'assistance juridique et financière aurait préalablement pour objet et en première mission d'assister la CCOB dans l'analyse de la pertinence de cette demande, les négociations afférentes et la rédaction des actes nécessaires qui en découleraient.

Sans préjudice de la situation ci-dessus décrite, le Titulaire sera notamment chargé :

- D'assister et de conseiller la CCOB dans ses actes juridiques de toute nature et sans que cette liste soit exhaustive : stratégie juridique de négociation d'une modification du contrat, rédaction d'un projet d'avenant ou d'une convention indemnitaire ad hoc, projet de délibération, assistance dans les formalités ;
- D'assister, d'analyser et de conseiller la CCOB sur tous les sujets touchant l'exécution du contrat visé à l'article 1 et notamment, l'analyse des rapports annuels d'activités et la rédaction des actes administratifs (délibération) ;
- De proposer une assistance financière complémentaire à l'assistance juridique en regard et notamment l'ajustement des annexes financières du contrat ;
- Y compris : Assistance téléphonique et réunions diverses le cas échéant par conférence téléphonique ou sur site.

Le présent marché n'a pas pour objet d'assurer la représentation de la CCOB devant les juridictions administratives. Toute demande en ce sens nécessitera une convention *ad hoc*.

Le présent marché n'est pas un marché de maitrise d'ouvrage déléguée. Le Titulaire ne pourra pas se substituer dans l'accomplissement des actes en lieu et place de la CCOB.

ARTICLE 3 - IDENTIFICATION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Communauté de Communes de l'Orée de la Brie
1, Place de la Gare
77170 BRIE-COMTE-ROBERT

Nom, prénom et qualité du signataire du marché :

Monsieur le Président, Monsieur Jean LAVIOLETTE

Comptable public assignataire des paiements :

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022-DCC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE

4.1. Nom, prénom et qualité du signataire

Je soussignée, CHAMMING'S Gaële, Avocat au Barreau de Bordeaux, agissant pour le compte de la SELARL CHAMMING'S AVOCATS, sise 73 rue Leyteire à 33000 Bordeaux, en qualité d'associé Gérant,

Inscrite au Barreau de Bordeaux,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux sous le n° 750 364 432,

SIRET 750 364 432 00021,

Code APE 6910Z.

4.2. Engagement du Titulaire

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs du marché,

Je m'engage sur la base de la présente convention, et conformément à ses clauses et conditions, à exécuter les prestations aux prix ci-après.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé sans minimum et avec un maximum de **Trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Euros HORS TAXE [39 999,00 €HT], reconductions comprises.**

Soit un maximum TTC (TVA en vigueur 20%) : Quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Euros et quatre-vingts centimes (47 998,80 €).

Décomposition du prix des prestations en coût d'unité d'œuvre (base 7 heures pour une journée) :

UNITE D'ŒUVRE	PRIX HT	PRIX TTC
Une heure	150,00 €	180,00 €
Une demi-journée	500,00 €	600,00 €
Une journée	950,00 €	1 140,00 €
Forfait déplacement hors prestation par personne	500,00 €	600,00 €

Les Parties sont d'ores et déjà convenues des prestations décrites ci-dessous pour la première mission relative à la demande de la société EQUALIA, actuel délégataire du centre aquatique OREADE.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_DCC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'ORÉE DE LA BRIE
Proposition d'accompagnement - Assistance juridique et financière

Le présent marché est passé en application de l'article R.2122-8 du Code de la commande publique.

Assistance juridique et financière Demande EQUALIA	Chamming's Avocats		C5P		Total HT
	Jours de travail Bureau	Coût/jour 950,00 €	Jours de travail Bureau	Coût/jour 950,00 €	
Analyse des documents Observations et préconisations (état du droit et axes de négociation) + visio échanges	0,75	712,50 €	0,75	712,50 €	1 425,00 €
Rédaction d'un projet de convention indemnitaire ou avenant + suivi nécessité commission DSP selon impact financier	1,50	1 425,00 €	0,25	237,50 €	1 662,50 €
Revue impacts financiers, cohérence et contrôle des annexes financières + échanges divers	0,00	0,00 €	1,50	1 425,00 €	1 425,00 €
Négociation et finalisation (divers échanges visio et ajustements)	0,75	712,50 €	0,75	712,50 €	1 425,00 €
Projet de délibération & Formalités	1,00	950,00 €	0,00	0,00 €	950,00 €
TOTAL HT		**3 800,00 €**		**3 087,50 €**	**6 887,50 €**
TVA 20%		760,00 €		617,50 €	1 377,50 €
TOTAL TTC		4 560,00 €		3 705,00 €	8 265,00 €

	Chamming's Avocats	C5P
Coût d'une journée supplémentaire	950 €	950 €

5.1. Révision des prix

Le marché est révisable à sa date anniversaire dans les conditions suivantes :

Les prix des marchés sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application au prix du marché de la formule suivante :

P1 = P0 x (S1 / S0)

Où :

P 1 Prix révisé en Euros HT

P0 Prix initial du marché en Euros HT

S0 Indice SYNTEC de référence à la date de signature du marché

S1 dernier indice SYNTEC publié à la date de révision

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022-DCC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Au 04 novembre 2022, l'indice SYNTEC connu est de 286,4 (août 2022). Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement par période d'une (1) année sans pouvoir excéder quatre (4) ans conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la Commande Publique et dans la limite de l'article et R.2122-8 dudit Code.

Le marché prend effet à compter de sa notification au Titulaire.

ARTICLE 7 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

- Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières ;
- Le CCAG PI 2021 ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ;
- Le décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 modifié, relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat ;
- Le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié, organisant la profession d'avocat.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Les personnes habilitées à saisir le Titulaire du marché sont :

- Monsieur Jean LAVIOLETTE, Président ;
- Madame Carine BORDUY, D.G.S. ;
- Toute personne dûment habilitée.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES

9.1. Obligations du Titulaire

Les prestations décrites à l'article 2 s'exécuteront conformément aux prescriptions des commandes, lettres de mission ou ordres d'action reçus par voie électronique.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés, le cas échéant.

Pour l'exécution de chaque mission, le Titulaire veillera à être disponible, à assister à tout moment la CCOB et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir à l'optimisation de ses intérêts.

Le Titulaire informera régulièrement la CCOB de l'état d'avancement des travaux pour lesquels il aura été missionné.

La CCOB fixera les réunions (visioconférence ou sur site) nécessaires en parfaite coordination avec le Titulaire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_DCC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Afin d'apporter des renseignements complémentaires, des réunions, des échanges (courriers/courriels) ou des conférences téléphoniques pourront être organisés à tout moment de la mission entre les Parties.

Tous les échanges feront l'objet d'une traçabilité écrite. Les Parties conviennent d'user des échanges électroniques dans leur relation régulière et de porter mention, ou de préciser le cas échéant, du caractère confidentiel desdits échanges.

9.2. Obligations de la personne publique

La CCOB mettra à la disposition du Titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des prestations. En cas de retard dans la remise des documents et des renseignements, le délai de prestation est prolongé d'une durée égale à ce retard.

La CCOB facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le Titulaire pourra avoir besoin.

9.3. Garantie de confidentialité

Le Titulaire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme des professions judiciaires et juridiques, sur toutes les informations et documents dont il a connaissance aux fins de l'exécution des prestations dont il ne rendra compte qu'aux personnes habilitées.

ARTICLE 10 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La personne publique sera seul propriétaire du résultat des prestations accomplies par le Titulaire du marché. Il ne pourra en faire usage que selon les conditions présidant aux relations entre le client et l'avocat telles que définies par la déontologie de la profession telle qu'elle résulte des lois et des règlements.

ARTICLE 11 - AVANCE

Sans objet.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DE LA PRESTATION

Tout besoin de la CCOB dans le cadre du présent marché fera l'objet d'un bon de commande, d'une lettre de mission ou d'un ordre d'actions. Les Parties conviennent de leurs échanges par voie électronique.

Sans préjudice de la commande d'ores et déjà intégrée et pour chaque besoin, le Titulaire indiquera à la CCOB le temps nécessaire estimé à la réalisation de la prestation. Tout dépassement prévisible en relation avec la nature même de la prestation sera indiqué immédiatement à la CCOB.

Les prix sont établis hors TVA. La TVA appliquée est celle en vigueur.

Facturation :

Chaque bon de commande dans le cadre du présent marché donnera lieu à une facturation spécifique.

Pour tous les autres besoins sous forme de lettres de mission ou d'ordres d'action (dit « au fil de l'eau »), la facturation sera mensuelle à hauteur de l'avancement de l'exécution des prestations sur présentation d'un relevé du mois écoulé (paiement au service fait).

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_DCC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

L'absence de diligence sur un mois ne donnera pas lieu à facturation.

Modalités de règlement : par virement au crédit du compte du Titulaire (RIB joint annexé).

ARTICLE 13 - DÉLAI DE PAIEMENT – INTÉRETS MORATOIRES

Les dispositions des articles L.2192-10 à L.2192-15 et R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique s'appliquent pleinement.

ARTICLE 14 - PÉNALITES DE RETARD

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

ARTICLE 15 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Le Titulaire et la CCOB conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend dans leur relation contractuelle préalablement à un recours devant le tribunal administratif et à la demande de la Partie la plus diligente.

ARTICLE 16 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les stipulations du CCAG PI sont seules applicables.

ARTICLE 17 - ASSURANCES

Le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 18 - SOUS TRAITANCE

Les Parties sont convenues que la part des missions relative aux prestations d'ingénierie financière sera confiée à la **Société C5P, 43 cours de la Marne 33000 Bordeaux** représentée par Monsieur Laurent CREMOUX (RCS BX 501854459).

Le sous-traitant pourra bénéficier du paiement direct après visa du Titulaire.

ARTICLE 19 - PRISE D'EFFET

Le présent marché prend effet à compter de sa notification au Titulaire.

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_DOC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

ARTICLE 20 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet.

Engagement du Titulaire

A BORDEAUX, le 4 novembre 2022

Chamming's Avocats
73 rue Leyteire - 33000 Bordeaux
Tél. 05 56 81 49 02
SELARL R.C.S. 750 364 432 BORDEAUX

Acceptation de l'offre par la Personne Publique

A Brie-Comte-Robert, le 07 novembre 2022.

C. de C. de l'ORÉE DE LA BRIE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
77170

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022_DOC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

ANNEXE 1 – ATTESTATION D'ASSURANCE ET RIB

MMA ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Par la présente, MMA IARD Assurances Mutuelles /MMA IARD attestent que :

La SELARL CHAMMING'S AVOCATS
Dont le siège social est sis 73 rue Leyteire, 33000, BORDEAUX

Est garantie par le contrat N° 118.269.800 souscrit par le Barreau de BORDEAUX à hauteur de 4.000.000 € par assuré et par sinistre.

Le contrat garantit contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à la SELARL CHAMMING'S AVOCATS du fait de fautes, erreurs ou omissions commises dans l'exercice des activités de la profession d'avocat, conformément à l'article 27 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971.

La garantie s'applique dans le monde entier, à condition que l'Assuré qui exerce ses activités soit occasionnellement soit au sein d'un établissement permanent ou d'un bureau secondaire, les exerce sous son titre d'origine français et non pas sous un titre étranger.

Toutefois sont exclues les activités exercées au sein d'un établissement permanent situé sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou du Canada.

La présente attestation est valable pour la période du **11/01/2022 au 31/12/2022**. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Elle engage l'Assureur dans la limite des clauses, conditions et exclusions du contrat auquel elle se réfère et dont l'Assuré a pris connaissance. Elle est valable sous réserve de toute modification, suspension, annulation ou fin d'effet du contrat qui interviendrait postérieurement à sa date d'établissement et du règlement de la cotisation émise ou à émettre.

Fait à Aix-en-Provence le 11/01/2022
Pour l'assureur, par délégation
N° ORIAS 07005717

SOCIETE DE COURTAGE DES BARREAUX S.C.B.

MMA IARD Assurances Mutuelles
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS La Mans 775 652 126

MMA IARD
Société anonyme, au capital de 537 052 368 euros
RCS La Mans 440 048 882

Sièges sociaux : 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 La Mans Cedex 9 - Entreprises régies par le code des assurances

Accusé de réception en préfecture
077-247700644-20221107-45-2022-DOC
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

Titulaire du compte
SELARL CHAMMING S AVOCATS

Domiciliation BNPPARB BORDEAUX GD THEA (00588)

RIB : 30004 00320 00010510026 70
IBAN : FR76 3000 4003 2000 0105 1002 670
BIC : BNPAFRPPXXX

BNP PARIBAS

Relevé d'Identité Bancaire/IBAN

CIC

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise
10057	19011	00080104901	42	EUR

Domiciliation
CIC BORDEAUX CHAPEAU ROUGE

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1005 7190 1100 0801 0490 142

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFRPP

Domiciliation
CIC BORDEAUX CHAPEAU ROUGE
42 COURS DU CHAPEAU ROUGE
33000 BORDEAUX
0 820 890 100 (Service 0,12 €/min + prix appel)

Titulaire du compte (Account Owner)
C5P
C5P
43 COURS DE LA MARNE
33800 BORDEAUX

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE